

# Rouge

**Carmaux:  
la victoire  
des mineurs** p14

M 1578 N° 1054 6 F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 11 au 17 mars 1983

## Ensemble, barrons la route à la droite

**L**E 7 mars au matin, les patrons avaient le sourire. Leurs formations politiques, celles que le CNPF finance, ont fait une campagne pour leur classe. Chirac se taille un succès électoral sur un projet de liquidation des acquis sociaux. Les fascistes de Le Pen ont exploité le racisme anti-immigrés que RPR et UDF n'ont pas dédaigné non plus. Tous ont joué du thème de l'insécurité pour mieux demain chanter les louanges de la police, comme outil privilégié du gouvernement. Pour bien se faire comprendre, pour attirer les voix de la droite la plus radicale, RPR et UDF ont intégré à leurs listes des nazillons notoires comme à Dreux et Gennevilliers. Chirac et Le Pen ont pu exploiter le racisme latent et l'inquiétude due au chômage et à la crise. Mais ils ont surtout bénéficié de la politique de la gauche au pouvoir.

**C**AR enfin, l'offensive de la droite, ce n'est pas une surprise ! Qu'elle utilise le racisme, elle qui hier faisait la chasse aux immigrés, on le savait avant les municipales. Alors pourquoi la brochure en défense des immigrés, éditée par le secrétariat d'Etat aux Immigrés, n'a-t-elle pas été utilisée par la gauche ? Le racisme de droite n'a-t-il pas été caressé dans le sens du poil par les déclarations du gouvernement contre les OS de l'automobile en grève ? Que Chirac annonce, en plein conflit Renault, fin janvier, la couleur de ses intentions anti-ouvrières, n'a pas empêché le gouvernement de s'opposer aux luttes revendicatives. Que l'austérité ait été la sinistre politique de Barre et Giscard, qu'elle soit reprise et rebaptisée rigueur par Mauroy et Mitterrand, voilà qui a bien arrangé les affaires de Chirac et compagnie. Qui peut être surpris de voir le PS et le PC incapables de mobiliser, ne serait-ce que leur électorat ? Ni Marchais ni Jospin ne le pouvaient au nom d'une politique qu'aurait lue et approuvée Barre lui-même. PS et PC ont désespéré Billancourt, comme bien des quartiers ouvriers dans lesquels l'abstention est astronomique. L'écœurement suscité par leur politique atteint un tel seuil que nos listes en ont pâti, même si elles conservent un score équivalent aux scrutins nationaux précédents. Alors même que notre campagne, sur laquelle la presse nationale a appliqué la loi du silence, a rencontré un succès indéniable. Plus que jamais, notre perspective est de créer une alternative révolutionnaire.

**O**UI, le 13 mars, il faut barrer la route à la droite. Chirac utilisera un éventuel succès pour mener à bien sa reconquête du pouvoir. Le patronat se sentira plus fort pour porter ses attaques contre les acquis ouvriers. Cela, il faut l'empêcher. Dans l'unité. Ainsi, à Trappes, Marseille, Clichy, Aulnay, Lille, etc., nous agissons résolument pour appeler à défaire le candidat du patronat. Partout, nous faisons campagne contre la droite, pour qu'elle morde la poussière. Ce faisant, nous préparons le combat de demain, c'est-à-dire la mobilisation ouvrière, la lutte unie des travailleurs contre la droite et le patronat. Le 13 mars, barrez la route à la droite. Votez pour les listes conduites par le PS ou le PC.

- **Le 13 mars en votant pour les listes du PS et du PC**
- **Dans les luttes en imposant l'unité contre les patrons et contre l'austérité**

**Allemagne:  
la droite majoritaire**

p13

**Les résultats  
complets des listes  
révolutionnaires**

p7

## Il faut un parti révolutionnaire pour les travailleurs

**Les partisans du changement doivent s'organiser**

Entre la droite haïe et des partis qui, au lieu de pousser l'avantage contre les vaincus de mai 1981, en sont les otages, les dés semblent pipés pour les travailleurs. Le PS, le PC, les syndicats ont aliéné leur indépendance au gouvernement et sont encore moins qu'avant 1981 des instruments de lutte contre l'austérité.

Lequel d'entre nous n'a pas été interpellé par des travailleurs : « Alors, aujourd'hui, qu'est-ce que ça change ? »

Désorientation et découragement, division accrue de la classe ouvrière entre ceux qui auront des réactions de révolte et de désespoir et ceux qui ne bougent pas faute de perspectives d'action crédibles, voilà les dangers qui menacent la classe ouvrière. Il faut que s'affirme une force politique alternative qui se situe clairement à gauche et contre l'austérité ; qui, par ses propositions, par son activité, rassemble les énergies.

Ce que ça change, c'est que les plans capitalistes doivent compter avec la victoire du 10 mai, et que les rapports de forces, même si le gouvernement a opté pour l'austérité, empêchent un déchaînement d'attaques à la Thatcher ou à la Reagan. Giscard et Barre n'avaient aucun compte à rendre aux travailleurs, contrairement au PS et au PC qui ont été élus par les travailleurs pour réaliser le changement. Mais encore faut-il permettre aux travailleurs de faire entendre leur voix, tant dans les luttes que dans les élections. La volonté de combat des travailleurs s'est manifestée dans de nombreuses entreprises, mais de manière sectorielle.

Le potentiel de militants capables de construire une alternative politique au PS et au PC existe chez les

opposants syndicaux, chez les militants du PC et du PS en désaccord total avec leur parti mais qui y restent faute d'autre chose ; il reste à le matérialiser. Sans quoi chacun s'enfermera dans cette logique infernale qui lui fait dire : « Oui, il faudrait une force alternative, mais elle n'existe pas », et, sous ce prétexte, de ne rien faire pour commencer à la construire. Les enjeux sont trop importants pour reporter les responsabilités de la victoire ou de la défaite... sur les autres !

**Pourquoi est-ce possible aujourd'hui ?**

Il ne sert à rien de se cacher qu'il y



a des éléments qui ne facilitent pas la construction d'un tel parti. Le discrédit des directions du PS et du PC, des directions syndicales, alimente les interrogations chez certains travailleurs quant à l'utilité de s'organiser. Les modèles de socialisme portés par ces partis, leurs liens internationaux avec les pays de l'Est pour les uns, ou avec la social-démocratie pour les autres, ne créent pas un en-

thousiasme délirant pour ce « genre de socialisme ».

A l'opposé, beaucoup de travailleurs croient encore que leur parti est le meilleur rempart contre la droite et reste un instrument pour aller au socialisme ; de toute façon, ils ne sont pas prêts à lâcher la proie pour l'ombre, à quitter un parti dans lequel ils ont beaucoup investi de leur vie pour quelque chose qui n'existe encore que de manière embryonnaire à travers les organisations révolutionnaires.

Tout cela est vrai, mais inversement les éléments s'accroissent pour que les choses bougent. C'est la première fois que le PS et le PC ont la majorité absolue au Parlement, avec un président de la République socialiste.

Or, pour eux, c'est l'opération véridité. De nombreux militants et travailleurs abordent cette situation avec les points de référence dont ils ont été les acteurs : la grève générale de Mai 68, l'Union de la gauche, la division de 1977 à 1981, la victoire de mai 1981 et, au niveau international, la victoire du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain, le Chili, la Tchécoslovaquie, la Pologne, et bien d'autres encore.

Tout cela ne se passe pas sans marquer toute une génération de militants de plus en plus sensible et exigeante sur la démocratie ouvrière, et hostile à la collaboration de classes. S'il y a une crise des modèles « socialistes », ce n'est pas au bénéfice des valeurs véhiculées par la bourgeoisie.

La radicalisation féministe, le développement des organisations révolutionnaires dans la classe ouvrière sont autant d'atouts qui n'existent pas, ou de manière qualitativement faible, avant Mai 68.

Ce qui manque aujourd'hui, c'est la construction d'une force, suffisamment crédible pour catalyser l'ensemble de ces phénomènes.

Extraits de la brochure éditée par la LCR.

## Après les municipales, rencontres militantes avec la LCR

**L**ORS de la campagne électorale, de très nombreux travailleurs et travailleuses qui ne sont pas membres de la LCR se sont retrouvés à nos côtés : dans les listes qui, loin de là, n'étaient pas composées seulement de membres de la LCR et de LO, dans les comités de soutien ou tout simplement dans des activités quotidiennes.

Les résultats électoraux sont là. Ils prouvent une fois de plus que la politique du PS et du PC a comme conséquence de dilapider la victoire de 1981, de permettre à la droite de relever la tête et de marquer des points.

Ils prouvent aussi l'urgence de construire une force à gauche du PS et du PC, un véritable parti des travailleurs. Cela ne peut se faire simplement à travers d'une campagne électorale, mais par

un travail quotidien dans les entreprises.

C'est pour faire le bilan des municipales, pour discuter de la construction de ce parti que les sections de la Ligue organisent des « rencontres militantes » qui, en province, se tiendront les 26 et 27 mars. Pour avoir plus d'informations, il faut contacter localement la LCR.

**En province, les rencontres militantes auront lieu les 26 et 27 mars, un ou deux jours suivant les villes.**

**Dans la région parisienne, le 19 mars les fédérations 75, 93, 95, 91, 94. Le 17 avril pour la fédération 78 et le 25 avril pour la fédération 92.**

## Abonne-toi pour 3 mois...

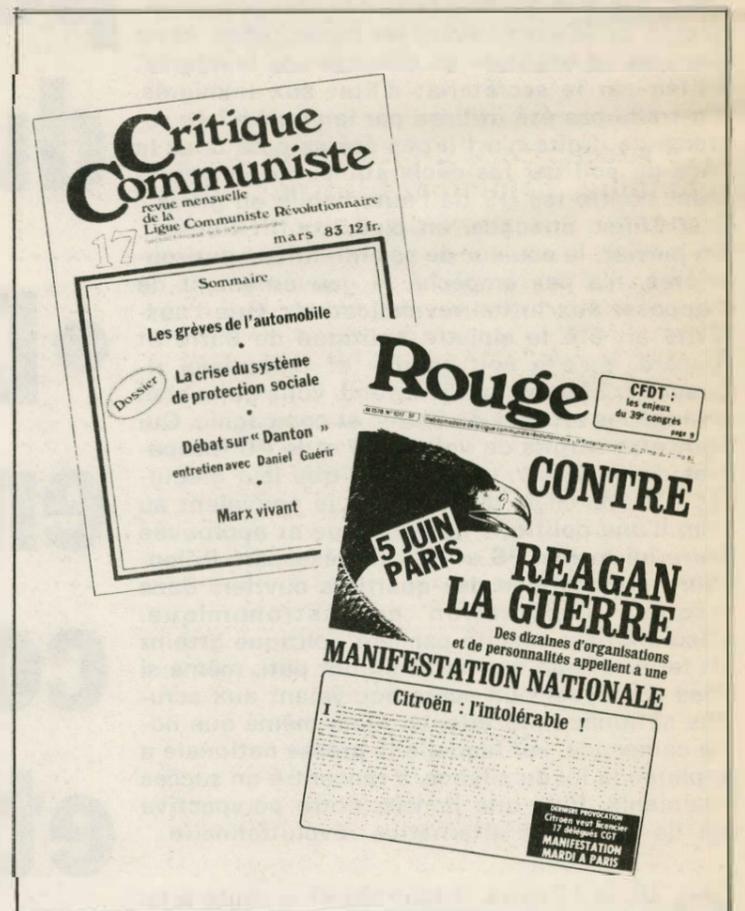
**12 numéros de « Rouge » et 3 numéros de « Critique Communiste »**

**P**OUR mieux nous connaître, nous te proposons un abonnement pendant trois mois à notre hebdomadaire *Rouge* et à notre revue politique mensuelle, *Critique communiste*. Tu y trouveras nos analyses de la situation française et internationale, des échos des luttes ouvrières et des mobilisations anti-impérialistes ; tu y suivras l'activité de notre organisation, de celle des autres sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, de notre combat pour construire un parti révolutionnaire, une internationale révolutionnaire de masse.

Nous te proposons cet abonnement sous une forme originale : il te sera servi toutes les semaines par un(e) de nos militant(e)s avec qui tu es en contact. Tu peux ainsi recevoir *Rouge* dès le vendredi matin à Paris et dans la région parisienne, dès le vendredi soir ou le samedi matin en province. Cela coûte moins cher qu'un envoi par la poste. C'est aussi rapide. Tu restes ainsi en contact régulier avec un(e) camarade avec qui tu pourras discuter de notre presse, nous faire part de tes critiques, de tes attentes, nous aider à l'améliorer.

En outre, nous te proposons de lire chaque deux mois les *Cahiers du féminisme* (chaque numéro : 12 F - abonnement un an : 5 numéros, 65 F), et, pour mieux connaître notre organisation internationale, *Inprecor* tous les 15 jours, *Quatrième Internationale* tous les 3 mois. Tu peux aussi t'abonner à *Barricades*, le journal de nos camarades des JCR.

(Pour t'abonner, pour tout renseignement, adresse-toi à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.)



NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE				Nom :
	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER	Prénom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F	Adresse :
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F			Formule choisie :
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F			Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F	

*Rouge*

• Edite par la société Presse/Édition/Communication (PEC)  
• Imprimerie Rotographie, Montreuil Tél 859 00 31  
• Directeur de la publication Robert March  
• Commission paritaire 63922  
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél 859 00 80 (lignes groupées)

# Non à la politique de l'échec!

• Au deuxième tour, votons pour les listes PS-PCF, dans nos entreprises agissons dans l'unité contre les patrons

Jamais, peut-être, élections municipales n'auront été aussi politisées. Nul ne pouvait réellement douter de leur importance politique nationale. Malgré, d'abord, les efforts de la majorité pour convaincre, contre toute évidence, que ces élections auraient une signification avant tout locale. Et malgré, dans la dernière ligne droite, les prudences contrites de la droite pour ne pas trop démasquer ses batteries.

Premières élections nationales après le changement de majorité de mai et juin 1981, ces municipales, en effet, ne pouvaient que représenter un enjeu politique majeur. Sanction de la politique menée par le gouvernement depuis près de deux ans. Et, par là même, échéance décisive pour la droite engagée dans son entreprise de reconquête du pouvoir.

LES résultats sont là. La droite a remporté un succès incontestable. Tant par les scores globaux que par le nombre et l'importance des villes conquises, les partis de droite viennent d'effacer le souvenir de la raclée subie par eux en 1977. Certes, ils vont attendre le deuxième tour pour publiquement afficher leur jubilation et dévoiler leurs projets. Mais, pour eux, l'objectif est à présent de mettre un terme à la situation ouverte par le 10 mai 1981.

Bon nombre de commentaires, qui fusent de toutes parts et s'étalent dans *le Matin* et *Libération*, visent à présenter les évolutions électorales comme obéissant à un mécanisme dans lequel les poids et contre-poids, en un mouvement perpétuel, ne feraient jamais que s'équilibrer. « Point d'illusion à entretenir », écrit J.-F. Kahn : mars 1983 reproduit mars 1977. Dans ce système, il y a presque nécessité à sanctionner à mi-course un pouvoir que l'on a préalablement appelé de ses vœux par réaction. »

Le but de la démonstration est clair : banaliser mai et juin 1981. Serge July, dans *Libération*, fustige le « mythe de la victoire du 10 mai, couronnement d'une irrésistible vo-

lonté populaire ». Et J.-F. Kahn de conclure : « Bref, si le 10 mai fut, avant tout, un vote de rejet, les législatives de juin 1981 furent un miracle. Et les miracles ne se reproduisent pas. »

Pourtant, plutôt que ce mécanisme balancier, ce qui frappe dans les élections générales de ces dernières années, c'est, de façon plus ou moins accentuée selon la dimension des villes, l'étonnante traduction qu'elles constituent des mouvements politiques profonds. En 1977, la montée irrésistible de la gauche ; en 1978, le passage de ce mouvement sous le coup de la rupture brutale de l'Union de la gauche ; en 1981, le déferlement de la lame de fond du changement qui balaie Giscard, puis la droite dans son ensemble.

Laissons J.-F. Kahn et S. July à leurs visions et à leurs miracles. Et observons que ces élections constituent, de façon déformée, une traduction de la lutte des classes et de la radicalisation des forces en présence. Car, plutôt que de prétendre démontrer l'indémontrable — le caractère accidentel, irrationnel des votes de mai et juin 1981 —, mieux vaut essayer de comprendre le « retour » électoral qui vient de se produire.

blèmes des paysans, la défense des privilèges des professions libérales, l'épouvantail de la mise en cause de l'école privée et des attaques contre les libertés, le spectre du totalitarisme, la phobie de l'insécurité, le racisme... Tout, en vrac, lui fut bon pour mobiliser le camp des apeurés du changement.

Ainsi, tandis que, par la politique qu'il lui imposait, le patronat discréditait le gouvernement aux yeux des travailleurs, les partis de droite organisaient la mobilisation sociale de leurs partisans acquis ou potentiels, occupaient la rue et, grâce à ces mobilisations, remportaient des succès et marquaient des points.

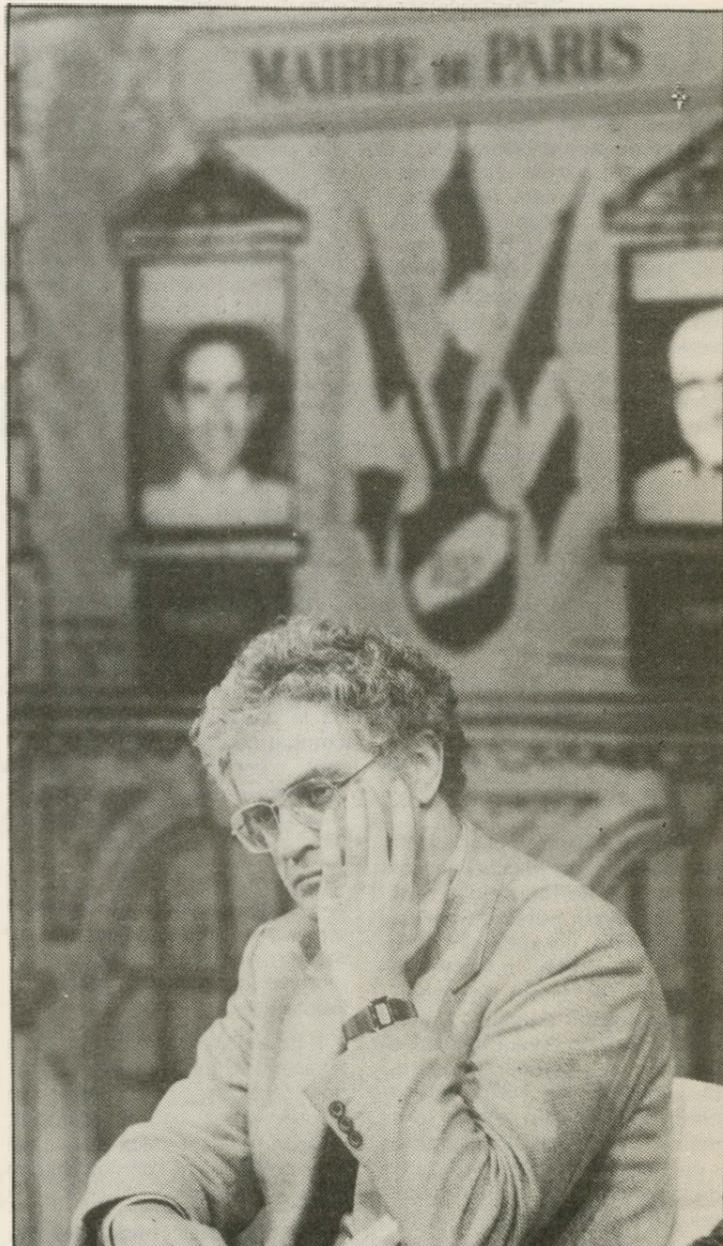
Cette offensive n'a pas encore débouché sur une expression centralisée brandissant ouvertement le drapeau de la reconquête du pouvoir. Mais elle a, d'ores et déjà, trouvé une première expression politique. Celle de la mobilisation électorale, dont tout indique qu'elle a été extraordinairement vigoureuse, de tous ceux qui, le 6 mars, ont voulu clamer leur rejet de la gauche.

**A cette offensive orchestrée de la droite, le PS et le PCF ont opposé une conduite d'échec.**

De la nationalisation de l'école privée à l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées en passant par le statut de Paris, il serait lancinant de dresser le catalogue des batailles non menées et des escarmouches mal engagées par le gouvernement. Le commun dénominateur en fut le refus de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs. Aux attaques et aux mobilisations de la droite, la gauche a toujours répondu par les capitulations et la démobilisation.

Mais, plus gravement, c'est la politique d'ensemble du gouvernement qui est responsable de la dilapidation du capital politique du 10 mai. Car « l'irrésistible volonté populaire du 10 mai », c'était la volonté d'en finir avec l'austérité et le chômage. On pouvait essayer de prétendre arguer de l'héritage laissé par la droite pour justifier l'appel à la patience. Autre chose fut, à partir de l'été 1982, d'engager une politique dite de « rigueur » qui signifie baisse du pouvoir d'achat, attaques contre la Sécurité sociale, diminution des budgets sociaux... Bref, une politique qui est apparue de plus en plus nettement comme jumelle de celle que la droite a menée durant tant d'années.

Dans ces conditions, l'élan qui avait porté Mitterrand à la présidence et une majorité PS-PCF au Parlement ne pouvait que commencer à



Jospin, la claque

s'épuiser sous sa première forme qui était celle de la mobilisation électorale en faveur de la gauche. Car reculer devant la droite, c'est démobiliser les couches moyennes qui, en 1981, s'étaient ralliées à l'espoir du changement et ne pouvaient demeurer polarisées par le mouvement ouvrier, faute d'une dynamique sociale réelle. Car, surtout, mener une politique d'austérité, copie conforme de

celle de la droite, c'est démoraliser les travailleurs. Et il est irréaliste de prétendre mobiliser en tant qu'électeurs ceux que, durant des mois, l'on a démoralisés en tant que travailleurs.

Là est la vraie raison de l'échec de la gauche : la démobilisation d'une partie de l'électorat ouvrier démoralisé par la politique gouvernementale qui a tourné le dos au changement.

**Le combat contre la droite suppose une tout autre politique que celle menée par le PS et le PCF.**

Sans doute le gouvernement s'attendait-il à un échec et va en tirer argument pour accentuer sa politique dans le sens voulu par la droite. Pour lui, dans la logique de sa politique de collaboration de classes, l'essentiel était dans la stricte application de sa politique de rigueur, dont il savait qu'il lui faudrait payer le prix électoral. Aujourd'hui, ce prix se révèle être plus lourd que ne le prévoyaient les plus sombres pronostics. Et, pour les militants du PS et du PCF, pour les travailleurs qui conservent leur confiance dans le PS et le PCF ou qui ont voté pour ces partis afin de faire barrage à la droite, il est clair que la tristesse et l'amertume sont grandes.

Tous ceux qui parient sur le découragement des travailleurs pour tourner la page du 10 mai s'en félicitent et vont s'efforcer d'accroître ce désarroi.

C'est dire que la bataille menée par les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » ne fait que commencer et que c'est à présent que les explications apportées au cours de cette campagne doivent

trouver leurs vrais prolongements. Oui, il faut battre la droite, faire barrage à son retour. Et cela dès le 13 mars en votant partout pour les listes dirigées par le PS et le PCF.

Mais ce vote ne signifie en rien une approbation de la politique du gouvernement dont tout montre qu'elle fait le jeu de la droite. Car, pour battre réellement la droite, pour imposer vraiment le changement, il faut une autre politique que de capitulation devant le patronat. Une politique qui s'appuie résolument sur la mobilisation des travailleurs. C'est ce que nous avons dit au cours de cette campagne, c'est ce qui, dans les mois qui viennent, va se trouver de plus en plus nettement confirmé.

Un important débat va, à présent, traverser le mouvement ouvrier. Nous nous y inscrivons pour défendre ce que nous avons développé au cours de cette campagne : la nécessité de la mobilisation unitaire, la discussion indispensable sur ce que doit être une politique au service des travailleurs.

Francis Sitel

**Le succès de la droite est le produit d'une bataille habilement et vigoureusement menée sur près de deux ans.**

La droite, elle, ne s'est pas bercée d'illusions sur l'inévitable « retour du balancier ». Ni, non plus d'ailleurs, sur l'assurance de la durée qui serait garantie à la gauche par la grâce des institutions de la V<sup>e</sup> République. Elle s'est fixé un objectif : la reconquête, et s'est organisée en conséquence.

Très rapidement, le CNPF s'est instauré en « parti des entreprises », a exercé une pression constante sur le gouvernement et lui a arraché concession sur concession pour l'amener à une politique explicitement au service des capitalistes.

De leur côté, les appareils politiques, essentiellement le RPR, ont multiplié les initiatives visant à permettre que s'opère une polarisation de classe face au gouvernement. Peu importait le sérieux et la cohérence des attaques pour peu que, progressivement, un certain nombre de couches sociales se mettent en mouvement. La droite savait que, objectivement, ces ébranlements ne pouvaient que joindre leurs effets au nom d'une même hostilité à la majorité. Les difficultés économiques, la baisse du pouvoir d'achat, les pro-

## Les résultats du 1<sup>er</sup> tour

- Dans les villes de plus de 30 000 habitants, selon les calculs du *Monde*, la gauche perd 6,24 points par rapport au premier tour de 1977 et 7,53 points par rapport au second tour de l'élection présidentielle de 1981 :
  - mars 1977 : 52,98 % des voix (gauche + extrême gauche) ;
  - mai 1981 : 54,27 % ;
  - mars 1983 : 46,74 %.

- Pour la droite proprement dite :
  - mars 1977 : 44,77 % ;
  - mars 1983 : 51,74 %.

- Le sort de 220 villes de plus de 30 000 habitants : 154 ont été acquises au premier tour (78 conservées par la gauche, 60 conservées par la droite, 16 conquises par la droite) ; 68 sont en ballottage, dont 18 en faveur de la droite.



Chirac-Gaudin, un sourire de mauvais augure

# Le PS et le PC dilapident la majorité rassemblée le 10 mai et le 21 juin 1981

LIONEL JOSPIN a justement fait remarquer que, malgré son échec général, la gauche résiste bien dans les villes moyennes. Ainsi, des villes conquises de justesse en 1977 et que tout le monde s'accordait à dire menacées sont restées à la gauche. C'est le cas de Thionville, d'Alençon, de Pau, de la Roche-sur-Yon. Tandis que Grenoble, les 13<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissements de Paris tombaient et que Marseille est menacée...

Il convient de comprendre le phénomène et d'en prendre la mesure.

Tout d'abord, cela signifie que le « retournement » électoral n'a pas l'ampleur de ce qu'avait signifié 1977 pour la droite : il ne s'agit pas d'une montée irrésistible comme celle que connaissait la gauche, et le vote de mai et juin 1981 a creusé une faille qui n'est pas comblée.

Mais cela signifie surtout que la victoire de la droite n'était en rien fatale. C'est bien une politique, celle du gouvernement, qui a été sanctionnée par l'échec essuyé le 6 mars.

Les bons apôtres qui peuplent les journaux de gauche ne sont pas en mal de fournir des explications aussi paresseuses que malhonnêtes. Il y aurait un mécanisme qui voudrait que de telles élections se fassent en opposition au pouvoir en place. Il y aurait un vote en faveur des jeunes gestionnaires compétents et qui désavouerait les vieux apparatchiks, suivez mon regard droit vers le Vieux Port. Il y aurait un « phénomène naturel d'usure » de la majorité... Et autres sornettes de la même eau.

C'est ne pas prendre en compte ce fait simple que, dans les grandes villes, les enjeux nationaux sont plus prégnants. La gauche y est représentée par des hommes qui sont les porte-pa-

role directs du pouvoir central, la campagne s'y mène directement sur le bilan de la politique nationale et doit s'appuyer sur la mobilisation des forces militantes des partis.

Une partie de l'électorat ouvrier n'était pas prête à apporter sa caution aux représentants du gouvernement, la politique de ce dernier était difficile à défendre devant les travailleurs, les militants de ces partis ne pouvaient, dans ces conditions, développer la même énergie que dans un passé récent. Autant d'éléments qui ont pesé dans le même sens...

On peut relever un certain nombre d'exemples de villes moyennes où l'électorat de gauche s'est mobilisé pour faire barrage à une offensive évidente de la droite. C'est le cas par exemple dans le Nord. Par contre, dans les grandes villes, où ce sont des leaders de premier plan de la gauche qui appelaient au combat contre la droite, le « courant n'est pas passé » et on constate de forts taux d'abstention dans les quartiers ouvriers (voir article ci-dessous).

Le problème n'a donc pas été la volonté de ne pas battre la droite, ou l'inconscience face au danger, mais bien le refus d'approuver la politique gouvernementale.

Il ne suffit pas, en effet, d'en appeler à la mobilisation, électorale, quelques jours avant un scrutin, pour gagner. Surtout, lorsque pendant deux ans, c'est une politique de démobilisation qui a été menée.

Il n'était pas fatal que les « couches moyennes », dont la désaffection s'est faite sentir, modifient leur vote du 10 mai. Encore eût-il fallu les entraîner dans une réelle dynamique de changement. Et non les encoura-



ger par des mesures qui en matière d'austérité se sont inscrites dans le droit fil du régime précédent. Et leur proposer une autre perspective que celle qui se contente de ressasser les discours les plus éculés de la droite sur la crise, la sécurité ou les méfaits des immigrés...

Il n'était pas fatal qu'une partie de l'électorat ouvrier se démoralise et se réfugie dans l'abstention. Encore eût-il fallu lui démontrer que « changement » cela ne voulait pas dire la continuation de l'austérité et du chômage, et la promesse d'une rigueur accrue au lendemain des élections !

Bref, l'échec face à la droite n'est pas fatal, parce que la politique du gouvernement soutenue par le PS et le PC n'est pas la seule possible.

F. S.

## Paris chagrin

Chirac a érigé Paris en fortin de la droite. Le 6 mars, il l'a transformé en citadelle : sur les vingt arrondissements, 18 mairies — et peut-être 20 dimanche prochain — tombent entre les mains de la droite. Le dérisoire slogan « Paris Quilès, Paris tendresse » ne fait plus rire, car c'est à pleurer !

Certes, Paris est une ville que la bourgeoisie, par une politique systématique, a vidé de ses travailleurs. Certes, Paris est une ville qui, traditionnellement, amplifie les mouvements électoraux nationaux : du coup, la montée de la droite s'est transformée en un effrayant raz de marée.

Mais cela ne suffit pas à se faire une raison.

Puisque la majorité avait engagé une « bataille de Paris », en voulant imposer un statut plus démocratique, que ne l'a-t-elle

vraiment mené, cette bataille ! Plutôt que d'engager une minable escarmouche avant de se replier piteusement.

La vraie bataille, c'était non seulement un statut réellement démocratique et le vote à la proportionnelle, c'était surtout de s'attaquer à l'accaparement de la ville par les privilégiés. Ce qui voulait dire faire éclater les multiples scandales de la gestion chiraquienne et de la politique immobilière à Paris, scandales qui n'ont fait que filtrer dans certains journaux avant d'être étouffés. C'était engager à grande échelle une politique de construction de logements populaires et de baisse des loyers...

Toutes choses qui auraient permis de rendre à Paris sa tendresse et, de surcroît, de la débarrasser de Chirac.

## L'abstention ouvrière: la sanction

CINQUANTE-CINQ pour cent le 21 juin pour le deuxième tour des législatives de 1981, environ 47 % le 6 mars pour le premier tour des municipales. L'échec du PS et du PC est indéniable. Mais quel échec ? Le taux global d'abstentions n'explique rien : il est équivalent à 1 % près à celui de 1977.

Il faut analyser la nature des abstentions. Le rappel de quelques faits s'impose donc : le taux d'abstentions est différent selon la taille des communes (14,5 % dans celles de moins de 3 500 habitants, 20 % dans celles de 3 500 à 9 000 habitants, 30 % dans celles de 30 000 habitants). Le taux de ces abstentions n'est donc pas significatif en lui-même : c'est son écart d'une fois sur l'autre qui prend un sens.

Pour ces municipales de 1983, il est limpide : souvent, plus de 10 % de l'électorat de gauche s'est abstenu d'aller voter, parfois beaucoup plus.

### Un vote sanction

Et, pourtant, le pourcentage global d'abstentions reste à peu près le même qu'en 1977 : cela donne la mesure de la mobilisation supérieure de l'électorat de droite. Sur un chiffre de 7,8 millions d'abstentionnistes à chaque fois, ce ne sont pas toujours les mêmes !

Quand on essaie de détailler sur une agglomération où la gauche a subi un lourd revers, les faits sont encore plus parlants. Tel est le cas de la communauté urbaine de Lille, où le nombre des porte-parole gouvernementaux à sanctionner était important. A Roubaix, dans les bureaux de vote à composition ouvrière, la gauche perd 20 % des voix qu'elle avait rassemblées à l'élection présidentielle de 1981. Alors qu'il y a 73 % de votants sur l'ensemble de la ville, il n'y en a que 65 % dans les quartiers ouvriers. Et, à Lille même, on compte 80 % de votants dans les quartiers nord qui votent plutôt à droite et seulement 62 % dans ceux du sud, plutôt à gauche. En pratique, on décompte environ 10 % de votants en plus d'un côté et 15 % en moins de l'autre.

Autre exemple, à Caen. Le pourcentage d'abstentions passe de 30,06 % à 28,88 %, alors que, dans la commune ouvrière voisine d'Hérouville, il augmente de 33 % à 37 %.

	1977	1983
Longwy (54)	22,35	33,23
Garges-lès-Gonesse (95)	38,00	45,00
Sarcelles (95)	26,75	38,12
Trappes (78)	28,98	41,18
Villeneuve		
-Saint-Georges (94)	19,97	27,36
Bobigny (93)	34,25	40,58



En même temps, dans de petites villes, le phénomène n'est pas aussi marqué, les résultats étant sensiblement stables. Des militants du PS de Lille en donnaient, en début de semaine, une explication contredisant celle de leur premier secrétaire.

### Polarisation à gauche maintenue

Au moment où Jospin prétend que « la réalité de l'activité est plus proche des électeurs dans les petites communes », ces militants prétendent, eux, qu'ils « paient la politique du gouvernement ». Il semble bien en effet que bon nombre de maires et conseillers locaux du PS et du PC conservent la confiance de

leurs électeurs quand ils n'ont pas été trop engagés dans la défense de la politique du gouvernement. Alors que tel n'est pas le cas des dirigeants nationaux ou de ceux qui leur sont directement liés.

On a pu constater, quand il y avait de enjeux visibles contre la droite, des mobilisations importantes : elles montrent que la dynamique de la gauche unie est loin d'avoir épuisé ses effets. Tel est le cas à Pau (Pyrénées-Atlantiques), à Castres (Tarn), à Gérardmer (Vosges).

Dans le premier cas, à Pau, la droite menaçait, grâce à son unité de battre l'Union de la gauche. On y constate une diminution importante des abstentionnistes : 20,64 % contre 24,68 % en 1977. En même temps, le maire de Pau, André La-

barrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, n'a mené qu'une campagne locale et antidroite. Et il obtient sa réélection au premier tour avec 50,43 % des suffrages.

A Castres, le RPR Limouzy menait une campagne très offensive. Les abstentions restent stables (autour de 17 %) et le maire PS sortant obtient 50,40 %.

Dans ces deux cas, l'électorat de gauche se mobilise donc autant que celui de droite pour faire barrage aux partis réactionnaires.

Mais dans le cas de Gérardmer, le résultat est encore plus spectaculaire : les voix de droite passent de 57,98 % en 1977 à 47,89 % cette fois-ci. Pendant que celles de gauche, elles, passent de 39,13 % à 52,6 % ! Il est vrai que ce total ne s'obtient qu'en additionnant tous les suffrages du PC (27,19 %), du PS (19,51 %) et de la liste soutenue par la LCR et divers groupes de militants (5,39 %).

D'un côté, capacité à se dresser pour faire barrage à la droite. De l'autre, vote sanction contre les porte-parole de la politique du gouvernement... Ce contraste montre à quel point le PS et le PC ont dilapidé l'énergie, la volonté de s'unir pour le changement qui existe pourtant parmi les électeurs de gauche.

P. R.

# Et c'est tout bénéfique pour la droite !

COTE jardin, la droite avec des airs de « pères tranquilles » savoure à petites gorgées le miel de la victoire. Peyrefitte y voit la confirmation qu'« au printemps 1981, il y a eu un malentendu ». En écho, le *Quotidien de Paris* répond : « La victoire de Mitterrand fut une fausse victoire. Il fut élu président par erreur. » Egarés un moment, les Français ont retrouvé le chemin de la raison.

En fait, les hommes des trusts et des banques savent bien que le 10 mai ne fut pas un incident de parcours. Ils savent que le résultat du 6 mars ne traduit pas un renversement du rapport de forces social. Le transfert de voix populaires de la gauche vers la droite est extrêmement faible. Il n'a réellement joué que sur une partie de l'électorat paysan ou couches moyennes dont la droite avait exploité le mécontentement, et faiblement mordu dans les couches populaires urbaines sensibles aux thèmes racistes contre l'immigration.

Les partis de droite tirent leur succès de la considérable mobilisation de leur électorat (le 16<sup>e</sup> arrondissement à Paris détient le record de participation), et d'une abstention massive de l'électorat populaire découragé par la politique du gouvernement. Même Grenoble, cité comme exemple des déplacements de voix, confirme la même tendance (voir article ci-dessous). La droite a pris soin pendant deux ans de remobiliser son électorat. Elle a su aussi rectifier l'effet désastreux des déclarations de Chirac à Nouméa (l'expérience socialiste ne durera pas deux ans) et de l'annonce prématurée de son programme à la Reagan. Limant ses canines, Chirac en est revenu en fin de campagne à l'avertissement sans frais à donner au gouvernement. Il voulait éviter de créer lui-

même une mobilisation de la gauche que le gouvernement est bien incapable de provoquer.

Avec ce réajustement, le RPR a su prendre sa place de leader de l'opposition, place confirmée par son succès dans la plupart des primaires qui l'opposaient à l'UDF.

La première étape de son offensive, la droite l'a gagnée grâce au gouvernement. Comme dit Philippe Tesson, elle « n'a pas eu grand-chose à faire pour l'emporter ».

Mais si le RPR a du rabattre pendant la campagne ses thèmes les plus réactionnaires, c'est que pour l'instant, la droite n'est pas à même de partir à l'assaut contre la majorité issue du 10 mai. Il faut encore que le gouvernement démoralise, démobilitise les travailleurs par sa politique. Il faut encore qu'elle ait réglé en son sein ses querelles de leadership pour passer à la phase ultérieure. Aussi, son plan des mois qui viennent est déjà avoué : « L'opposition est à peine relevée de son échec de 1981... elle est à construire », note Philippe Tesson. Les hommes de la bourgeoisie auront à cœur d'exploiter à fond leur victoire pour que Mitterrand continue à « gouverner contre les siens » comme dit le *Figaro*, permettant ainsi aux patrons de faire passer leurs plans économiques, d'affaiblir les organisations syndicales comme à Aulnay et en parallèle de refaire leurs forces pour pouvoir enfin remettre en cause le choix du 10 mai, en comptant sur la démoralisation des travailleurs.

En attendant ces échéances, la droite compte bien se servir des mairies gagnées au soir du 13 mars comme point d'appui pour son offensive, offensive dont auront à pâtir en premier lieu les travailleurs des communes concernées.

L. C.



Chirac et Gaudin, candidat de la droite à Marseille.

## Leur programme

La droite a profité de la campagne municipale pour exposer en plein jour les plans qu'elle mijote.

Chirac mit en scène son rassemblement le 23 janvier, à la porte de Versailles, pour clamer tout haut devant plus de 50 000 personnes : Il faudra :

● TOUT DENATIONALISER : « Les groupes que le capitalisme d'Etat s'est constitué au fil des ans... devront être transférés à la nation et remis en situation de concurrence. »

● CASSER LA PROTECTION SOCIALE : « Permettre aux organismes gestionnaires de proportionner, en cours d'année, le niveau des prestations à celui des recettes... »

« Favoriser, en fonction des ris-

ques, le recours aux régimes complémentaires de mutuelles et d'assurance privée. »

● LICENCIER DANS LA FONCTION PUBLIQUE : « Stabiliser les effectifs, puis revenir... au niveau de 1972. » (soit environ 400 000 emplois en moins, ceux que Barre appelait « les nantis ».)

● PROTEGER LA FORTUNE : « Abroger les impôts anti-économiques qui frappent l'outil de travail. L'injuste impôt sur les grandes for-

tunes, l'absurde taxe professionnelle, la taxation des plus-values, pour augmenter la TVA ! »

● ATTAQUER LES DROITS DES TRAVAILLEURS : « Réviser dans les lois Auroux ce qui privilégie les appareils syndicaux... »

● DEFENDRE L'ENSEIGNEMENT PRIVE... à tout prix bien entendu... Et d'autres mesures encore, sur lesquelles s'entendent Chirac, Barre, Giscard et leurs compères, à part « des nuances de détails », comme ils disent eux-mêmes.

## Grenoble: les raisons de la victoire du RPR

DUBEDOUT avait, au premier tour, convié les Grenoblois, « au rendez-vous de l'effort et de la rigueur ». Echec ! L'invitation de Carignon, RPR, a séduit davantage.

Carignon, c'est l'un des chefs de la Chambre de commerce. Sa liste regroupait ses pairs : patrons, essentiellement PMI. Une campagne sur un seul thème : le « cout élevé des impôts locaux », revers de la médaille d'une ville où l'importance des équipements sociaux est indéniable. Dans un contexte national plutôt avare sur ce point, Grenoble n'échappait à la règle qu'en accroissant la pression sur le porte-monnaie de ses habitants.

Carignon et ses pairs ont, eux, le portefeuille bien rempli, les fonds et l'appareil du patronat local à leur service. Le coût de leur campagne, étalage complet du marketing politique, a été évalué à 28 millions.

Leur campagne a fait tilt, c'est évident, d'autant que celle de Dubedout était quasi inexistante. Reflet local de la campagne nationale.

### Des électeurs de gauche séduits ?

Les sourires de Carignon ne sont pas la cause première de son succès. Ce sont les grimaces de la politique gouvernementale qui ont poussé une partie des électeurs de gauche à rester chez eux.

Les exemples et les chiffres parlent. Villeneuve et le village olympique sont deux bases traditionnelles de l'électorat ouvrier. Les taux d'abstentions y sont respectivement en hausse de 7 % et 9 % en comparaison avec les municipales de 1977. Dans les quartiers bourgeois du centre ville, par contre, l'abstention est en baisse de 4,16 % sur deux bureaux tests.

Le taux d'abstention global sur la ville reste quasiment le même qu'en 1977, mais les abstentionnistes ont changé. Le bénéfice net est à droite.

Teissere et l'Abbaye, deux autres quartiers populaires. L'abstention est aussi à la hausse, 3,5 % et 1,5 %, mais elle est moindre et se double d'un déplacement à droite d'une

partie de ceux qui votaient traditionnellement à gauche. A l'Abbaye, la droite passe de 28,65 % à 46,4 %, Dubedout de 69,7 % à 51,27 %. Comme Villeneuve ou le village olympique, ces quartiers votent d'habitude à gauche. Mais les deux populations sont différentes. Dans les deux premiers, une population « jeune », employés, ouvriers de l'industrie « de pointe » électronique, mécanique, chimie... A Teissere et l'Abbaye, une population « plus âgée », le prolétariat grenoblois « traditionnel », ouvriers du bâtiment, de la chaudronnerie par exemple. Partie d'entre eux a fait un pas et un vote à droite. Le réflexe « anti-immigré » ambiant dans ces quartiers n'est pas indifférent à ce déplacement de voix. Faute de le combattre vigoureusement, la gauche laisse la droite en tirer profit.

La toile de fond de ces « évolutions électorales » est la malaise des organisations ouvrières locales ; la crise profonde du PCF ; l'absence de mobilisation du PS, la tiédeur des appels au vote de la CGT comme de la CFDT.

Contrairement à certains raccourcis de presse, l'évolution des votes des techniciens, cadres... « base d'appui de l'autogestion à la Dubedout », ne traduit pas un mouvement à droite qui serait à l'origine de la victoire de Carignon. Là encore, l'abstentionnisme est le phénomène majeur.

La « vitrine du socialisme » brisée à Grenoble est bien le produit direct de la défiance de l'électorat ouvrier vis-à-vis de la majorité qu'il a élue, il y a deux ans. La droite profite du mal, son électorat, lui, était bien au rendez-vous.

Les mêmes phénomènes se répètent et s'additionnent sur les communes de l'agglomération : Meylan, Fassenage, Voiron. Ce sont toutes les structures de l'agglomération qui tombent aux mains de la droite. Le personnel inter communal, au statut précaire, par « mesure d'économie » de la municipalité précédente, sera le premier visé. La balle retournera bientôt dans le camp des travailleurs. Sur le terrain des luttes, cette fois.

M. M.

## Le vote de la peur et du racisme

ON le pressentait. On vient d'en avoir la confirmation.

Les thèmes poujadistes et plus particulièrement ceux de la sécurité et du racisme anti-immigrés ont été des arguments électoraux payants. Là où elle fait ses meilleurs scores dans les grands centres urbains, la droite a utilisé sans vergogne la peur d'une partie de l'opinion. C'est même ce qui lui a permis de l'emporter dans de nombreux cas ou de mettre la majorité en ballottage défavorable. Qu'on songe aux déclarations d'un Gaudin à Marseille (« Nous demanderons que les délinquants étrangers soient expulsés. ») ou d'un Juppé dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris (« La situation s'est considérablement dégradée : drogue, prostitution, immigrés. ») ou encore à la campagne de la liste RPR-Front national à Dreux.

On doit mettre de tels résultats en rapport avec le nombre élevé de suffrages recueillis par des listes qui ne masquaient pas leurs affinités avec l'extrême droite. Les exemples sont nombreux : les 11,2 % de Le Pen dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les 6 % en moyenne de « Marseille-sécurité », les 10 % de Marcel Lecluse à Roubaix, les 11 % de ceux qui se situaient le plus à droite à Tourcoing, etc. Et il faudrait encore parler des villes comme Toulon, où les fascistes présents sur les listes de l'opposition ont des élus.

Ces faits inquiétants ne doivent rien au hasard et il est plus que temps d'en tirer les leçons.

1 Pour refaire le terrain perdu en mai et juin 1981, le RPR et l'UDF utilisent pleinement ce qui traditionnellement soude autour d'eux l'électorat le plus conservateur : la loi et l'ordre. Dans une situation où la présence au pouvoir de la gauche durcit les confrontations politiques, ils entendent de cette façon capter une partie de la radicalisation à droite de certaines couches sociales. La méthode avait déjà été

expérimentée avec les petits patrons. Elle vient de nouveau de faire ses preuves avec une fraction du petit commerce dont le vote a par exemple pesé de façon non négligeable dans l'échec d'un Dubedout à Grenoble.

Le fait nouveau c'est que certaines catégories populaires, souvent les plus exposées aux retombées de



la crise et les moins organisées par le mouvement ouvrier, peuvent aujourd'hui être polarisées par la démagogie sécuritaire. C'est notamment dans les zones les plus pauvres que Le Pen réalise ses meilleures performances. La peur et l'angoisse devant un avenir économique et social qui paraît des plus bouchés incitent spontanément à chercher les responsables parmi des voisins tout

aussi exploités que soi surtout quand le mouvement ouvrier se montre incapable de désigner la véritable cible : le système du profit.

2 Les résultats du premier tour des municipales montrent bien qu'il est vain de chercher à concurrencer la réaction sur son propre terrain. La campagne frénétique de Defferre sur l'immigration — ses affiches proclamaient : « La droite : vingt ans d'immigration sauvage. Avec la gauche, enfin un contrôle vigilant dont on mesure les effets. » — ne lui a pas rapporté une voix. Tout comme les appels réitérés de Jospin au renforcement des effectifs policiers dans la capitale n'ont pas empêché son adversaire de l'emporter haut la main. Au contraire, plus le PS et le PC reprennent à leur compte un discours sécuritaire, plus ils donnent l'impression que le pilonnage de la droite est justifié.

3 Il ne suffit pas de se lamenter comme le font à présent nombre de représentants de l'Union de la gauche. Pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive de la droite sur ce terrain, il faut s'en donner les moyens. D'abord en ne fermant plus les yeux — comme cela s'est fait dans cette campagne — sur les déclarations racistes du RPR, de l'UDF ou du Front national. Chaque surenchère anti-immigrés doit se heurter à une riposte immédiate et unitaire de l'ensemble des organisations ouvrières. Ensuite, en adoptant une orientation qui contribue réellement à unir les rangs ouvriers par-delà les différences de race ou de statut social. Mais pour cela, il faut cesser d'expliquer aux travailleurs qu'ils doivent régler la note d'une crise dont ils ne sont pas responsables et les appeler à se battre ensemble contre un ennemi commun : le grand capital qui accumule des profits qui seraient bien mieux utilisés pour satisfaire les besoins sociaux les plus urgents.

Christian Picquet

# LCR-LO: une campagne militante

**L**a campagne de la LCR a vérifié ce que les luttes et les débats qui traversent les entreprises avaient mis en évidence. Un courant massif existe parmi les travailleurs, qui refuse l'austérité, de gauche ou de droite, et qui n'est pas prêt à en rabattre sur les revendications et les acquis sociaux. Les mobilisations pour le remboursement de l'IVG, la compensation intégrale des 39 heures ou contre le mur des 8 % à Renault ne sont pas des faits sociaux isolés. Malgré les sirènes des « nouvelles solidarités » ou du « produire français », un sentiment massif existe contre tout sacrifice au nom des impératifs de la compétitivité des entreprises françaises.

Cette campagne municipale a permis de tisser des liens avec beaucoup de militants du PC et du PS, déçus par la politique de leurs partis au gouvernement, et qui cherchent une alternative politique à la gauche traditionnelle. L'austérité gouvernementale crée dans leurs rangs des contradictions que la politique actuelle de leurs partis n'est pas prête de régler. Ceux-là sont réceptifs à la présentation d'une politique anticapitaliste alternative à celle du PS et du PC. De manière éclatante, le premier tour a montré ce que nous n'avons cessé de répéter dans notre campagne : la politique gouvernementale fait le jeu de la droite. C'est elle, pas les travailleurs, qui suscite le désarroi et l'abstention. Pas une fois au cours de la campagne nous n'avons rencontré une défense quelconque, même timide, de l'action du PC et du PS dans les ministères. Dans ce contexte, la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire, porteur d'une stratégie anticapitaliste pour sortir de la crise, a rencontré un écho certain.

L'accord avec Lutte ouvrière a permis de faire apparaître dans plus de 80 villes ce pôle politique alternatif, qui a permis aux deux organisations de drainer vers elle un courant de sympathie indéfectible.

L'objectif dans cette campagne pour la LCR était avant tout d'effectuer une démonstration politique. L'alternative politique présentée permettait de déjouer le piège du PS et du PC. Oui, on pouvait, grâce aux listes communes, voter contre la droite sans approuver la politique d'austérité gouvernementale, et affirmer des solutions anticapitalistes pour sortir de la crise. Sans contester, le succès de la campagne est important, et le point d'orgue, le meeting parisien du 4 mars, a constitué la plus importante réunion publique ouvrière de la campagne. Le score électoral, qui intéresse tant, les journa-

listes de la presse nationale, alors qu'ils faisaient silence sur la campagne, témoigne de deux choses.

## Le score LCR-LO

Dans une situation de recul de la gauche gouvernementale, la LCR et LO maintiennent leurs résultats si l'on se réfère aux derniers scrutins nationaux. Les municipales de 1977 avaient bénéficié particulièrement à l'extrême gauche, poussée par la percée des partis du Programme commun. Il est néanmoins évident que les listes LCR-LO n'ont pas drainé, loin s'en faut, l'intégralité des travailleurs qui ont voulu sanctionner le gouvernement en s'abstenant. De la campagne de masse au score réalisé, un décalage apparaît.

Il aurait fallu en effet, pour obtenir des suffrages plus importants, bénéficier des gains de batailles nationales déjà gagnées, notamment dans les luttes, contre l'austérité gouvernementale et le patronat. La situation sociale qui a jalonné cette campagne de luttes importantes n'a pas permis avant le scrutin de faire apparaître une telle référence nationale, qui se serait naturellement exprimée dans les urnes. La clarification est venue des luttes des OS de l'automobile, de la répression gouvernementale contre eux. Oui, le gouvernement mettait en marche une logique répressive pour contrer les luttes des travailleurs pour leurs revendications. Mais ce n'était qu'un début, la démonstration nationale reste à faire. Pour drainer vers nos listes la masse importante des abstentionnistes ouvriers, il aurait fallu arriver devant les urnes avec les galons gagnés dans les combats ouvriers. Il restait à venir.

Le résultat favorable à la droite, donc au patronat, permet aux directions patronales d'avoir le sourire en ce moment. Les gains du RPR, de l'UDF ou de l'extrême droite ne permettent pas pour autant d'en déduire un changement des rapports de forces sociaux. Les panneaux électoraux enlevés, resteront dans les entreprises ces militants ouvriers, ces travailleurs qui auront moins aujourd'hui qu'hier l'intention de courber l'échine devant les exigences patronales. Ceux-là ne seront pas enclins à en rabattre sur leurs revendications, alors qu'au gouvernement on prépare une austérité nouvelle, alors qu'au CNPF on prépare les attaques contre les acquis sociaux. Reste la voie de la mobilisation ouvrière, celle qui a réussi aux OS de Renault, celle qui a si bien profité aux mineurs de Carmaux. C'est dans ces luttes-là que se joueront les véritables rapports de forces centraux. Faut-il le rappeler, les élections n'en sont que l'expression déformée.

Il incombe à la LCR, et à Lutte ouvrière, de préparer ces mobilisations ouvrières, de s'opposer tous les jours dans les entreprises à l'offensive du patronat et de la droite. Restent ces militants ouvriers, ces travailleurs qui espèrent la création d'un parti révolutionnaire. Pour clore cette campagne, quoi de plus satisfaisant que de gagner à la LCR ces dizaines de travailleurs, réceptifs à notre campagne, prêts à faire un pas décisif, rejoindre le combat permanent de la LCR.

Jean Lantier

- contre les patrons, la droite et l'austérité
- pour une autre politique



Toulouse

Où est-elle, cette mobilisation de la gauche gouvernementale pour endiguer la catastrophe du premier tour ? A Paris, un seul meeting, dans le XX<sup>e</sup> arrondissement. Un à Marseille, quelques réunions publiques ailleurs. Mais pas de sursaut militant. L'Union de la gauche, quelles que

soient ses composantes, appelle à voter pour elle du bout de ses communiqués de presse. Pas plus... Même à Trappes, où notre liste LCR-LO a fait près de 6 %, seule la LCR fera une réunion publique le jeudi 10 mars avec Alain Krivine. Le sursaut de l'électorat de gauche, comment l'espè-

rent-ils, le PC et le PS ? Par leur simple passage dans les médias ? Avec nos faibles forces, notre intervention publique a l'air infiniment plus vigoureuse contre la droite patronale et raciste. En témoignent ces quelques exemples...

**LILLE** : La LCR fait connaître par tract que Saint-Martoy, soupçonné d'avoir allumé l'incendie de la maison du candidat RPR Chauvierre, dont il est le colistier, était un membre actif du PFN à la fac de Lille III.

Dès mardi, *Nord-Eclair* et *la Voix du nord* reprennent le communiqué LCR, appelant à battre la droite. Soulignant les bons scores de la liste « La voix des travailleurs contre l'austérité » dans les quartiers ouvriers, la LCR de Lille appelle à voter Mauroy au second tour.

**MARSEILLE** : FR3 a répercuté notre consigne de vote au second tour. Dans cette ville où la liste double le score des années précédentes, le meeting d'Union de la gauche lira un communiqué LCR d'appel à voter pour les listes Defferre au second tour. A noter que le PC et le PS ont refusé une présence du porte-parole LCR à la tribune.

**TRAPPES** : Alain Krivine, avec la fédération des Yvelines, tiendra un meeting le jeudi 10 mars, dans lequel, réaffirmant la volonté de la LCR de bâtir une alternative de gauche au PS et au PC, il faudra tout

faire pour battre la droite au second tour dans cette ville où la liste a fait près de 6 %.

**AULNAY** : Le journal du PC a demandé à la LCR un communiqué indiquant sa position au second tour. **CLUCHY** : Même sollicitude de Dolors, laissant à la LCR un espace libre dans les colonnes de sa presse pour qu'elle appelle à voter pour lui.

A Orléans, Dreux, Montpellier... la LCR a fait connaître sa position pour le second tour.

A Paris, un tract distribué à des milliers d'exemplaires appelle au second tour à barrer la route à la droite, c'est-à-dire à Chirac, qui s'avère être le leader patenté de la réaction.

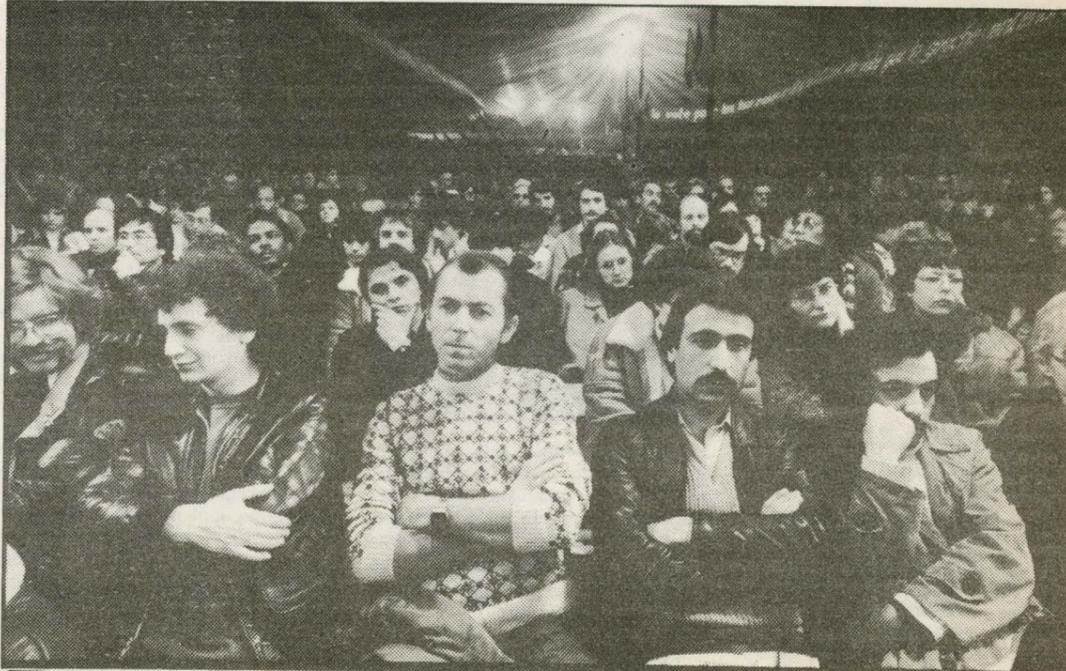
J. L.

## Rejetez la politique d'austérité du gouvernement

C'est l'affaire des travailleurs, pas de Chirac, Giscard ou Barre  
**Barrez la route à la droite**  
ne vous abstenez pas !

**Votez pour les listes conduites par le PS et le PCF**

Ligue communiste révolutionnaire 



Paris, 5 000 le 4 mars.

# Un courant qui prépare l'avenir

**A** l'heure des résultats, quel bilan tirer des scores électoraux des listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » ? « Marginal », ont dit la télévision et la « grande presse », qui ont tout fait pour que notre campagne ne perce pas...

Prenons cependant cet argument de front. Qui refuserait de reconnaître la réalité ? Les forces de l'extrême gauche n'ont jamais été importantes dans ce pays, sur le terrain électoral. Les modes de scrutin et les formes de la vie politique ôtent du poids aux petites organisations : la « bande des quatre », seule, peut occuper vraiment le terrain.

Du coup, bien des travailleurs qui se tournent vers nous dès qu'il s'agit de luttes cherchent à émettre des « votes utiles » et, pour cela, ne nous trouvent pas assez crédibles sur le terrain électoral. D'où l'écart entre l'écho de notre campagne dans les entreprises et ses résultats chiffrés.

Bien sûr, une autre démocratie dans l'accès à la télévision aurait pu corriger cela en partie. Dans ces derniers mois, où des millions de travailleurs s'interrogeaient sur la politique du gouvernement, pourquoi nos idées n'auraient-elles pas eu, sur le petit écran, une efficacité qu'elles ont dans les entreprises et dans les meetings ?

Cela, en fait, pouvait apporter des pourcentages nettement plus importants. Mais sans pour autant changer la réalité : le jeu politique est dominé par les grandes formations.

## L'exception de 1977

Mais, alors, demandent certains tout de suite, pourquoi la différence de scores avec 1977 ?

Résumons les deux raisons essentielles.

Tout d'abord, la participation ouvrière à ces élections était forte ; alors que le courant d'abstentions, aujourd'hui, nous a même atteint dans certains cas. Quand nous faisons, en 1977, des scores de 19 % dans des quartiers ouvriers d'Orléans, ou 8,3 % en tout à Nancy, il ne faut pas croire que ce soit là le vote de militants politisés ayant eu un comportement stable et continu. Dès que nous atteignons des scores élevés, nous regroupons des fractions de la masse des travailleurs et nous sommes aussi le reflet de leur état d'esprit général. Ainsi, une partie de nos électeurs de 1977 émettaient un vote sanction contre la politique des directions ouvrières dans les luttes.

Car, dans les cinq années précédant ces municipales, une vague de

lutttes avait marqué les travailleurs, au cours desquelles nous étions, portés par eux, au cœur des événements. Beaucoup de nos électrices et électeurs votaient pour ceux qui étaient apparus les plus décidés, ceux qui refusaient le carcan mis par les partis de l'Union de la gauche et les directions syndicales.

## Un moment de désorientation.

Actuellement, comme nous le confirme l'étude du phénomène abstentionniste (voir page 4), beaucoup de travailleurs en sont à s'éloigner de la politique de la majorité. Une phase de réflexion, de maturation, marquée par le mécontentement et la désorientation. Un moment où le dégoût l'emporte sur les capacités de mobilisation et de regroupement spontané.

Pour combattre ces hésitations et présenter un pôle de rassemblement, nous avions trop peu de moyens. Notre taille n'a pas changé de 1977 à 1981, ni de 1981 à 1983 ! Notre accès aux médias et aux débats politiques nationaux non plus !

Pour percer largement, les idées révolutionnaires doivent avoir le support de mobilisations de masse, de luttes de classe marquantes. Aucune, dans les deux ans écoulés, n'a joué ce rôle à l'échelle des grandes masses de travailleurs.

En revanche, les couches de jeunes qui votaient plus facilement pour nous, dans la continuité des idées de Mai 68 et face au Programme commun ne sont plus les mêmes. Frappées de plein fouet par la crise capitaliste et ses effets, rebutées par la réalité actuelle de la vie politique, il semble bien qu'elles se soient abstenues en masse ; ou qu'elles se soient réfugiées dans le vote écologiste, vote sanction moins politisé que celui pour nos listes.

Nous avons, pourtant, été partie prenante de toutes les luttes de ces derniers mois, au moins autant qu'en 1974 et 1975 ! Mais celles-ci sont moins nombreuses et, surtout, n'ont pas la même place dans la situation politique : les travailleurs, pour le moment, sont désarmés par la politique de cette majorité qu'ils ont élue. Et les directions du mouvement ouvrier font tout pour limiter les luttes et en réduire la portée. Aucune d'entre elles, ainsi, n'a eu la force suffisante pour apparaître comme ouvrant la voie à une autre orientation que celle du gouvernement et des directions syndicales.

Ni la mobilisation des femmes pour l'avortement. Ni les luttes des sidérurgistes, qui n'ont pas réussi à



se coordonner. Ni celles de l'automobile, volontairement déformées par la propagande de la droite et par celle du gouvernement.

## Des résultats positifs

Dans ce contexte, nos résultats sont loin d'être négatifs. Certains scores sont nets : trente-trois de nos listes rassemblent de 3 à 6 % ; et à Hérouville, où un candidat de la liste « Changer vraiment maintenant », soutenue par la LCR, est élu.

Cependant, le plus porteur d'avenir est la constitution même de cet électoral. Dont on peut donner quelques exemples.

A Lille, où nous enregistrons au total 2,53 %, les pourcentages atteignent 6 % et plus dans les quartiers ouvriers ; même chose à Roubaix, à Orléans, etc.

Il y a donc là une constante : nous enregistrons les mêmes résultats à Blois (Loir-et-Cher), à Albi (Tarn), au Puy (Haute-Loire), à Bobigny (93), aux Lilas (93), et plus encore à Trappes (78), Montbéliard (Doubs), à Saint-Etienne-du-Rouvray (près de Rouen), à Cenon (près de Bordeaux), ou à Gérardmer et Hérouville avec des listes soutenues par la LCR.

L'électorat d'extrême gauche, en pratique, se maintient : sensiblement égal dans ses scores avec ceux de 1974. Ayant en partie changé dans sa composition sociale (1).

Qu'ils le veuillent ou non, entre les deux tours, le PS et le PC sont bien contraints d'en passer par une recherche d'accord avec les forces militantes et l'électorat de l'extrême

gauche. Dans bien des cas, cela ne peut être contourné pour mobiliser les couches ouvrières et populaires et faire bloc contre la droite. Ainsi en est-il à Trappes ou à Sedan (voir page 8), ainsi en est-il même dans les circonscriptions où nous rassemblons seulement 1,5 % des votes si ceux-ci apparaissent un tant soit peu utiles pour le second tour.

## Le PS et le PC en tiennent compte

Au-delà de ces calculs immédiats, gageons que l'avertissement, le vote sanction de ces municipales, aura été entendu de nombreux militants

du PS et du PCF. Nombreux sont ceux qui, ces jours-ci, expriment leur volonté de relancer les débats sur l'orientation de la politique gouvernementale. Ils nous trouveront à leurs côtés pour proposer la seule voie possible : mobiliser pour avancer.

Tout, dans notre campagne et ses résultats, prépare l'avenir, affirme la nécessité de l'unité pour affronter le patronat et imposer le véritable changement.

Pierre Rème

1. « France de gauche, vote à droite » (1981), presses de la Fondation nationale des sciences politiques (page 40, 155 et 312).

## Les résultats du PCI

**C** E sont finalement 142 listes (et non 200 comme prévu) qu'a présentées le PCI, dont 48 seulement dans des villes de plus de trente mille habitants. Ces listes obtiennent des élus à Bouguenais (44), Vénissieux (69), aux Mureaux (78), à Lormont (33).

Dans les communes où les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » et celles du PCI se concurrençaient, la confrontation tourne presque partout à l'avantage des premières ; seules quelques cas font exception, comme Saint-Nazaire, Clichy ou Chambéry.

L'addition des voix recueillies par les deux listes fait apparaître que la présentation d'une liste unique lui aurait permis de franchir la barre des

5 % dans plusieurs communes, et de faire élire d'autres conseillers révolutionnaires.

Là où le PCI présentait la seule liste d'extrême gauche, ses votes ont globalement exprimé les mêmes aspirations. Au regard de la masse des électeurs, les listes PCI sont souvent apparues comme des listes dirigées contre la droite, et situées à gauche du PS et du PC. C'est d'ailleurs cela qui confirme qu'un accord politique était possible si la volonté d'aboutir avait existé au PCI.

On se souvient que celui-ci avait refusé toute discussion avec la LCR et LO, arguant du fait que la LCR appelait à voter (là où elle n'était pas présente) pour les listes conduites par le PS et le PC malgré la présence de bourgeois sur ces listes ; c'était à l'époque pour le PCI une position de principe de ne pas appeler à voter pour des listes où figurerait un seul bougeois. Or, le PCI a fini par reprendre la même consigne de vote que celle de la LCR (au mot près) dans les communes où il retirait ses listes. Un tel bilan accuse le sectarisme du PCI.

D'autant plus que s'il a refusé toute bataille commune avec la LCR et LO, le PCI a poussé très loin les accords plus qu'opportunistes :

● La liste de Nantes n'est rien d'autre qu'une liste d'alliance avec des notables bourgeois, reconnus comme tels dans le mouvement ouvrier local. C'est un test grave de la disposition de la direction du PCI à mettre les principes dans la poche pour « faire un coup ».

● Le PCI a retiré plusieurs dizaines de ses listes sur la base de simples déclarations de dirigeants du PS et du PC, donnant ainsi à penser que ces partis pouvaient gouverner au service des travailleurs.

● Enfin, la consigne de vote du PCI pour le deuxième tour est des plus floues : pas un mot n'en est dit sur le « 4 pages » diffusé le 7 mars. Il semble donc que le PCI soit conditionne son désistement par l'engagement au respect du mandat, soit s'abstienne purement et simplement, ce qui, au terme d'une campagne centrée sur « pour battre la droite, il faut respecter le mandat... », en surprendra plus d'un !

## Nos scores le 6 mars 1983...

Agen	2,80	Martigues	3,78	● Hauts-de-Seine (92)	
Albi	4,40	Montauban*	4,50	Clichy	1,60
Alençon	3,86	Montbéliard	5,03	Gennevilliers	3,50
Alès	3,17	Montpellier	1,23	Issy-les-Moulineaux	1,10
Amiens	2,39	Nancy	2,23	Levallois	1,40
Bayonne	3,33	Nantes	1,36	Malakoff	3,20
Belfort	1,99	Orléans	1,86	Nanterre	3,90
Besançon	1,96	Pau	1,60	● Seine-Saint-Denis (93)	
Blois	4,40	Perpignan	2,28	Aubervilliers	2,20
Bordeaux	1,32	Pessac	3,70	Aulnay-sous-Bois	2,47
Bourges	2,13	Poitiers	2,19	Bobigny	4,70
Brest	2,10	Reims	1,66	Les Lilas	4,40
Caen*	2,10	Rennes	1,30	Montfermeil*	2,70
Castres	1,90	Roubaix	3,85	Saint-Denis	3,40
Cenon	6,80	Rouen	3,18	Saint-Ouen	3,50
Chambéry	0,97	Saint-Chamond	2,60	● Val-de-Marne (94)	
Clermont-Ferrand	3,30	Saint-Etienne-du-Rouvray	5,13	Créteil	1,50
Creil	3,92	Saint-Nazaire	2,41	Villejuif	2,30
Dijon	3,10	Sedan*	5,49	Vitry	3,00
Dreux	2,60	Sotteville-lès-Rouen	2,52	● Val-d'Oise (95)	
Gérardmer*	5,39	Strasbourg	0,99	Argenteuil	2,10
Grenoble	2,55	Toulouse	1,07	Pontoise	3,60
Hérouville-Saint-Clair*	7,06	Tours	2,87	● Yvelines (78)	
Joué-lès-Tours	2,20	Troyes	3,10	Houilles	1,20
Le Havre	1,92	Vierzon	2,84	Trappes	5,98
Le Puy	4,01	Villeurbanne	1,24	● Essonne (91)	
Lille	2,53	PARIS		Evry	2,90
Limoges	4,29	11*	1,00	Massy	1,50
Lyon 3*	2,16	13*	1,00		
Lyon 8*	1,83	14*	1,10		
Lyon 9*	2,23	18*	1,16		
Marseille 1*	2,20	19*	1,10		
Marseille 6*	1,66	20*	1,50		

\* Dans six villes, la LCR soutenait des listes qui s'étaient constituées sur des bases politiques proches de celles des listes « La voix des travailleurs contre l'austérité ».

## ...en 1974 et 1977

	1974	1977
AUBERVILLIERS :	2,7 %	6,7 %
BELFORT :	1,6 %	4,7 %
BESANCON :	2,7 %	3,3 %
BORDEAUX :	1,7 %	4,6 %
BOURGES :	1,4 %	4,7 %
CAEN :	2,9 %	2,3 %
CARCASSONNE :	2,2 %	6 %
CENON :	2,2 %	6,4 %
CLERMONT :	2,8 %	5,6 %
COLOMBES :	2,5 %	4,8 %
DIJON :	1,9 %	5,2 %
GRENOBLE :	1,9 %	1,4 %
LILLE :	2,4 %	6,4 %
LYON :	1,8 %	5,5 %
MARSEILLE :	1,8 %	1,8 %
MONTAUBAN :	1,6 %	5,5 %
MONTBELIARD :	2,2 %	9,5 %
MONTPELLIER :	1,6 %	1,9 %
NANCY :	1,6 %	8,3 %
ORLEANS :	2,05 %	12 %
PERPIGNAN :	2 %	3,1 %
RENNES :	2,2 %	2,31 %
ROUEN :	2 %	7,6 %
ST-ETIENNE :	2,2 %	3,2 %
ST-OUEN :	2,2 %	9,5 %
STRASBOURG :	1,1 %	5 %
TOULOUSE :	2,2 %	1,9 %
TOURS :	1,3 %	4,2 %
VIERZON :	2,2 %	4,6 %
VILLEURBANNE :	2,4 %	2,4 %
VENISSIEUX :	2,2 %	9,8 %

# Nous avons fait entendre la voix des travailleurs contre l'austérité

Des listes dans quatre-vingts villes. Plus de quinze mille personnes en tout dans nos meetings, sans compter celui du 4 mars dans la région parisienne. Et bien sûr sans compter la masse de petites réunions de quartiers...

La souscription pratiquement réalisée.

Cette campagne a été menée avec plus de quatre mille candidats et candidates, dont la moitié ne sont pas des membres de la LCR ou de LO.

Une force ouvrière et populaire : 81 % sont des salariés, ouvriers et employés, tant du secteur public que privé ; les 19 % restant sont des ménagères, des chômeurs, des retraités. 40 % des listes sont composées par des femmes.

Une campagne militante, dynamique, qui a accroché dans les entreprises. Qui a été portée par des forces enracinées parmi les travailleurs et les travailleuses.

## 5 000 à Paris

UN chapiteau plein à craquer : cinq mille personnes s'entassaient au meeting du 4 mars. Une ambiance très chaude. Parce qu'on est nombreux. Parce que la volonté unitaire est forte. Et on sent aussi que la campagne « accroche » sur les lieux de travail.

« De mon entreprise, on est environ une dizaine ; mais une quinzaine de plus ont pris des billets, au prix fort, sans se déplacer jusqu'ici : ils pensaient qu'ils avaient déjà entendu nos explications lors de la réunion de Gennevilliers. » Cette explication d'un militant est largement partagée par d'autres. Il faut donc se rendre à l'évidence : un gros tiers de la salle est composé de travailleurs, âgés ou jeunes, d'immigrés, pour qui c'est là le premier meeting avec les révolutionnaires.

Comme le diront en sortant quelques ouvriers de Renault-Flins : « C'était bien ; on était d'accord ; on se sentait chez nous. » Certains d'entre eux ajouteront : « Il y avait pas mal d'immigrés ; et pour nous, en ce moment, c'est important : on est un peu un enjeu dans tout ce qui se passe. » Leur présence le 4 était dans le prolongement de la lutte dans leur usine : ils ont accepté l'invitation de leurs camarades membres de la LCR, contents que ce soit en commun avec Lutte ouvrière, même s'ils connaissent les désaccords entre nos deux organisations.

### Regrouper une force

Quand Arlette détaille à quel point la loi des patrons s'applique encore, à quel point le gouvernement tourne le dos aux espoirs populaires, les applaudissements répondent : l'émo-

tion d'entendre dire avec force ce qu'on se dit tous les jours ! Et c'est la même chose quand Alain montre comment la rue, depuis bientôt deux ans n'est plus tenue que par des manifestations « de grands patrons, de petits patrons, de moyens patrons, d'archevêques et d'évêques... ». Le rire traduisant la rage de « cette majorité élue par les travailleurs et qui obéit aux exploités ».

Gaston Defferre est particulièrement sifflé pour sa campagne municipale aux relents racistes anti-immigrés à Marseille : ces affiches-là, alors qu'on ne recouvre jamais les affiches du PS et du PC, nous avons fait une exception et nous avons recollé par-dessus à Marseille !

Quant à l'annonce de la victoire qui se dessine pour les mineurs de Carmaux, elle est saluée par un tonnerre d'applaudissements.

### Oui, il faut un parti révolutionnaire

Traçant les perspectives au-delà des élections, Arlette comme Alain ont su, tout en rappelant les débats nécessaires entre nos deux organisations, montrer nos responsabilités communes. Pour ouvrir une autre perspective, à la gauche du PS et du PC, il faut regrouper des forces. Il faut ouvrir, publiquement, la discussion sur le parti ouvrier révolutionnaire à construire.

Cela, en effet, ne concerne pas seulement les militants de LO et de la LCR ; mais des milliers de femmes, de jeunes, de travailleurs, qui ne veulent pas que soit trahi leur espoir de changement.

Un meeting de clôture de la campagne, clairement tourné vers la mobilisation contre la droite, contre les patrons ; tant pour les élections que pour les luttes qu'il s'agit de savoir préparer.

« Ah, si on pouvait entendre ça chez nous », disaient le lendemain quelques militants du PS qui y avaient assisté. Et, de même, ceux de Renault-Flins insistaient : « Il faut tout faire pour la mobilisation ; elle ne viendra pas toute seule. »

Cet engagement militant des participants, quelques indices clairs en étaient donnés sur le moment même : c'est plus d'un million et demi de centimes qui ont été versés à la collecte à la sortie ; au moment où, hésitant à partir, les participants repré- sentaient un deuxième couple de l'Internationale. Histoire de faire durer le plaisir d'être là ensemble. Plaisir d'être ensemble qui se voyait aussi à tous les bistrots du quartier, dans un rayon d'un kilomètre, archi- pleins de groupes prolongeant les discussions.

C'est donc un très gros meeting, le plus important pour l'extrême gauche depuis des années, le plus gros meeting ouvrier de la région parisienne, même en le comparant à celui de l'Union de la gauche, qui n'a rassemblé, dans son souci de ne pas « trop » mobiliser — que 3 800 personnes ! Et n'allez pas croire que ces détails soient soulignés par quelque relents de sectarisme : qui le dira si ce n'est nous, puisque nous subissons le boycottage d'une presse où nous n'avons une place, ces semaines-ci, que pour annoncer le déclin de l'extrême gauche ?

Declin ? C'était l'impression inverse qui ressortait de ce rassemblement du 4 mars.

P. R.



## Les réactions de nos camarades élus au 1<sup>er</sup> tour



**MICHELE ERNIS**  
élue à Saint-Etienne-du-Rouvray

La liste LCR-LO a obtenu 5,13 % des voix à Saint-Etienne-du-Rouvray, ville ouvrière de l'agglomération rouennaise. Le PCF y est depuis longtemps majoritaire. Roland Leroy était député de la circonscription jusqu'à la vague rose de 1981, ou un député PS, Pierre Bourguignon, a été élu. Michèle Ernis, tête de liste, militante de la LCR, vient d'être élue au conseil municipal, elle répond à nos questions.

### Quelles ont été les premières réactions à ton élection ?

— Dans les entreprises de la zone industrielle, notre score et mon élection sont commentés, favorablement en général. Une réflexion revient souvent : « C'est très bien

que vous ayez fait ce score à Saint-Etienne. » Nous sommes clairement classés à gauche du PCF qui tient la majorité depuis longtemps. Le plus amusant, c'était mes élèves — je suis institutrice — arrivant à l'école lundi matin. Ils me criaient : « Maîtresse, maîtresse, on t'a vu à la télé. T'es élue... »

Enfin, mon élection comme femme tête de liste est bien accueillie. C'était visible dans le studio où j'ai été interviewée dimanche soir à la télé, comme à l'assemblée générale du mouvement femmes le 8 Mars où bien des copines étaient contentes.

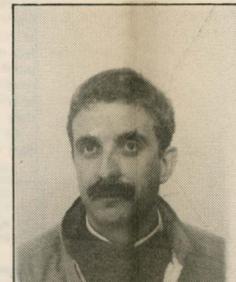
### Quelles sont plus particulièrement les réactions du PCF ?

— Dimanche soir, c'était une ambiance tendue. Lorsque le maire, PCF, a annoncé les résultats, j'ai voulu faire une déclaration. Des militants du PCF ont fait barrage physiquement, ils étaient furieux. Ils se félicitent, c'est un comble, que la loi « de gauche », démocratique, permette à la droite de siéger au conseil, mais nous accusent, nous, de « leur avoir piqué un siège ».

### Comment comptes-tu remplir ton mandat de conseillère municipale ?

— Faire connaître les besoins des travailleurs, utiliser mon mandat pour les appuyer, rendre compte à tous des projets qui les concernent. Que cela concerne les équipements sociaux ou les entreprises comme la Chapelle Darblay, par exemple, entreprise où des centaines d'emplois sont menacés depuis des années, et où les travailleurs sont trop souvent tenus à

l'écart des plans mis au point dans leur dos, sans pouvoir donc y répondre par leur mobilisation.



**ALAIN REMOIVILLE**  
élu à Cenon

Avec 6,83 % la liste « La voix des travailleurs contre l'austérité » de Cenon a eu un élu, Alain Remoiville, militant de la LCR. Cenon, une ville dortoir de la banlieue ouvrière de Bordeaux, aura un maire socialiste et un conseiller municipal trotskyste, ouvrier à la COFAZ d'Ambarès, militant syndical, secrétaire adjoint du comité d'entreprise.

### Quelles ont été les réactions des travailleurs, dans ta boîte, au lendemain du premier tour ?

— Pour une bonne partie d'entre eux, c'était assez triste. Ceux parmi les plus politiques comprenaient l'ampleur du désastre. Dans d'autres ateliers, un sentiment était

partagé qu'après tout la gauche, « pour nous avoir tapé dessus », s'est pris une bonne leçon.

### Et sur ton élection ?

— Je me présente depuis 1977, rien d'étonnant pour les collègues à ce que, pour une fois, ça marche. Les vannes du genre « bonjour monsieur le maire » ou « t'as pas encore mis ton écharpe tricolore » ont ponctué mon lundi matin.

### Et le PC dans l'entreprise ?

— Tu sais, à Cenon, par tract, avant le 6 mars, il nous avait déjà donné un élu dans ses pronostics. Alors, le lendemain du premier tour, les militants du PC étaient déçus de leur score national, rageaient contre la droite, pas contre moi.

### Est-ce que ça rend la LCR plus crédible ?

— C'est évident ! Cela, on l'avait bien vu avant les élections. Beaucoup se tournent vers nous pour les luttes, pas pour les urnes. Cette fois, eh bien, c'est complémentaire. On avait déjà la cote à l'entreprise. Avoir un élu local, ça rend plus crédible le parti.

### Et l'accueil de la presse locale ?

— Dès le dimanche soir, on passait à FR3. *Sud-Ouest* va passer une interview. Ça aide, les élections réussies...

### Et le premier conseil municipal ?

— C'est vendredi 11 mars. Mais ça, je vous raconterai...

## ▶ Trappes

### QUAND LE PC DISTRIBUE NOS CONSIGNES ELECTORALES

Surprise à Trappes (78), dans la matinée du 7 mars : on trouve dans les boîtes aux lettres un tract, déposé par le PCF qui comporte l'appel à « confirmer dimanche prochain le succès de la gauche... » et reproduit les consignes de vote données par notre camarade Marc Stalin.

« Sans remettre en cause nos conceptions, j'appelle les 461 électeurs qui ont fait confiance à notre liste à barrer la route à la droite et à voter pour la liste d'Union de la gauche. »

A croire que, finalement, la campagne de la liste « La voix des travailleurs contre l'austérité » ne faisait pas le « jeu de la droite ». A moins que les intérêts électoraux... Car à Trappes — où les abstentions se sont élevées à 41 % —, le score de « La voix des travailleurs » est de 5,98 %. Un appoint de voix indispensable

pour une liste Union de la gauche qui regroupe 47,12 % face à une droite qui en fait 46,90.

On comprend que, pour montrer la victoire au bout de chemin, le PC ait tout bêtement fait l'addition : « Plus de 53 % des Trappistes ont voté à gauche... » Notre conviction est tellement forte que, dès le lundi, le PC faisait référence à nos propres positions pour appeler au rassemblement : « Il faut rassembler toutes nos forces pour battre la droite. »

Bel exemple, dont on doit souhaiter qu'il serve de leçon à tous ces dirigeants du PC, inquiets devant leurs résultats et insultant les militants révolutionnaires en les traitant de « diviseurs ».

A Trappes comme ailleurs, nous ne marchandons pas notre énergie pour battre la droite. En étant prêts à tout meeting commun, à tout tract commun. « Sans remettre en cause nos conceptions », comme dit la déclaration de nos camarades, reprise par le PC lui-même sur son propre tract.

## Des questions à Alain Krivine après 40 meetings

### Après quarante meetings, quel bilan tires-tu ?

— En fait, les municipales n'ont pas passionné autant qu'une élection présidentielle ou des législatives. Il y avait donc en moyenne un peu moins de monde dans les meetings. En revanche, les gens venaient pour discuter.

### Quelles étaient les caractéristiques des participants ?

— A l'inverse d'autres tournées de meetings, on trouvait peu de militants syndicaux de gauche, ceux avec lesquels nous sommes en contact permanent dans les entreprises. Mais beaucoup de travailleurs présents étaient là parce qu'ils cherchent d'autres solutions politiques. Un grand nombre d'entre eux ne se soucient pas des activités syndicales, ou expriment même parfois des sentiments anti-syndicaux. En fait, ils venaient chercher une alternative au PC et au PS.

### Tu peux en donner quelques exemples ?

— A Strasbourg, on a vu un groupe de jeunes, ensemble au meeting, cherchant à discuter ; dans leur quartier, ils avaient fondé entre eux un groupe révolutionnaire. Ils voulaient discuter avec LO et la LCR.

Souvent, de nombreux militants du PC et du PS étaient dans la salle. A Alès, trois conseillers municipaux de villages avoisinants ; à Martignes, l'ancien maire-adjoint du PC, avec une partie du personnel communal.

### Sur quoi portaient les discussions ?

— En fait, il y avait plus de questions que de débats. Les gens voulaient savoir si, d'après nous, on pouvait construire le socialisme dans un seul pays ; peut-on, oui ou non, rompre les accords européens ? Sommes-nous vraiment

## ▶ Sedan

### la liste des chômeurs, soutenue par la LCR, impose un meeting commun à l'Union de la gauche.

A Sedan, la LCR a soutenu la « liste des chômeurs », qui a rassemblé 5,49 % des voix. Nous étions la seule organisation à le faire, le PSU se rangeant au côté de l'Union de la gauche. Du coup, le PC a violemment attaqué, avant le premier tour... « la LCR », et non pas la liste elle-même.

Mais, après le 6 mars, les faits

sont là : entre 8 et 10 % dans les quartiers ouvriers !

Après discussion, la liste a appelé au désistement. Et a demandé un meeting commun, où chacun pourra parler à partir de ses positions. Le PS et le PC ont dû accepter et cette réunion publique se tiendra dans le secteur le plus ouvrier, fief traditionnel du PC.

Quant au programme électoral de l'Union de la gauche à Sedan, il a été changé entre les deux tours, sans que la « liste des chômeurs » le demande : le PS tenait à reprendre toutes les propositions faites par cette force ouvrière qui représente 5,49 % et qu'il n'est plus temps, visible- ment, d'insulter...

## DES ELUS ANTI-COLONIALISTES EN MARTINIQUE

Aux Antilles et tout particulièrement en Martinique, les indépendantistes ont recueilli le 6 mars, à l'occasion du scrutin municipal, les fruits de leurs combats des derniers mois. Ils avaient, lors des élections régionales du 20 février, recueilli dans ce « département d'outre-mer » plus de 5 000 voix et frôlé la barre des 5 %.

Seuls le mode scrutin antidémocratique et une présentation en ordre dispersé avaient empêché qu'ils n'aient été élus (voir *Rouge* du 4 mars).

Il n'en est pas de même après le 6 mars, dans plusieurs communes. A L'Ajou-

pa-Bouillon — dont le maire sortant est un ancien militant du Groupe révolutionnaire socialiste, la section antillaise de la IV<sup>e</sup> Internationale — une liste d'unité anticolonialiste a très largement battu les candidats du Parti progressiste martiniquais (la principale organisation réformiste de l'île, dont le chef de file est Aimé Césaire, premier magistrat de Fort-de-France). Parmi les nouveaux conseillers, notre camarade Marcel Selaye. A Saint-Esprit, une autre militante du GRS, Cécile Celma, a également été élue sur une liste anticolonialiste.

Signaux également qu'à Rivière-Pilote, bourgade dont le maire sortant était Alfred Marie-Jeanne, dirigeant du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM), la liste anticolonialiste a bénéficié de 72 % des suffrages (3 700 électeurs).

sûr, personne parmi les participants non membres du PS et du PC : pour eux, il s'agit de condamner la politique faite par la majorité.

### Il y a donc une forte attente envers l'extrême gauche ? Est-ce uniquement pour savoir ce qu'on dit ?

— Pas seulement pour écouter nos explications. Il y a en même temps, la recherche d'une force. Avec une inquiétude : est-ce qu'on va finir par être assez nombreux ? On voit cet engagement dans les collectes : elles ont assez souvent rapporté 1 500 F. Mais cela reste lié à la question qui parfois nous

### Y avait-il souvent la même proportion de travailleurs immigrés qu'à Paris ?

— Oui, il y avait souvent beaucoup d'immigrés, inquiets de la vague de racisme et sentant que nous sommes les seuls à ne pas les lâcher.



## QUELQUES CHIFFRES DE PARTICIPATION A NOS MEETINGS

Lille : 420	Perpignan : 180	Caen : 200
Nantes : 200	Argenteuil : 100	Brest : 170
Remes : 400	Evry : 70	Dreux : 80
Besançon : 260	Levallois : 110	Tours : 160
Montbéliard : 150	Gennevilliers : 170	Orléans : 120
Grenoble : 250	Vitry : 200	Poitiers : 120
Rouen : 500	Bobigny : 70	Le Havre : 110
Clermont-Ferrand : 200	Saint-Denis : 150	Nancy : 120
Martignes : 90	Créteil : 60	Strasbourg : 200
Marseille : 400	Pontoise : 80	Agen : 120
Toulouse : 500	Nîmes : 80	Pau : 180
Albi : 75	Alès : 90	Bordeaux : 400
Castres : 130	Alençon : 90	

# APRES LE 1<sup>er</sup> TOUR PCF: l'épreuve

• Le PCF sort vainqueur des primaires avec le PS, mais le tassement de son électorat dans les « bastions » est confirmé.

UNE des préoccupations de la direction du PCF était de ne pas avoir à tester son audience électorale de façon autonome. D'où son attitude résolument unitaire en direction du PS pour parvenir au maximum de listes d'union et à une stricte limitation des primaires entre PS et PCF.

Cette politique, malgré le recul général de la gauche, s'est montrée relativement payante puisque le PCF s'est honorablement comporté dans le cadre de ces primaires dont il est le plus souvent sorti vainqueur.

Hormis le cas de Reims, les listes conduites par les maires sortants PC arrivent en tête à Sète, Dieppe, Chelles, Sartrouville, Athis-Mons, Gagny, Sevran, villes en ballottage. A Franconville et à Poissy, où la droite l'a emporté, le PCF a également devancé le PS.

Dans le cadre des primaires « sauvages », non prévues par l'accord national entre le PS et le PCF, les listes communistes devançant les socialistes au Mans, à Monluçon et à Nîmes.

Enfin, dans les cinq villes détenues par l'opposition, et où PS et PCF allaient séparément à la bataille, le PCF arrive devant le PS à Douai et à Issy-les-Moulineaux.

## Quelques exemples

	1983	1977
Nanterre	56,41	75,03
Saint-Ouen	53,83	90,5
Aulnay	48,89	61,41
Montreuil	53,81	65,97
Pantin	50,04	62,17
Choisy-le-Roi	50,12	66,85
Vitry	56,94	74,03
Argenteuil	56,94	70,33
Trappes	47,12	70,61
Le Havre	53,41	60,86

Ainsi, il apparaît très nettement que le PCF a bénéficié du vote à gauche qui s'est porté préférentiellement sur les listes conduites par le maire sortant.

Mais, par ailleurs, le tassement de l'électorat communiste se trouve confirmé par les scores obtenus par

les listes d'Union de la gauche dans les bastions traditionnels du PCF.

Certes, la comparaison entre les scores de 1983 et ceux de 1977 ne peut être mécaniquement appliquée. La loi électorale a changé, permettant à la droite d'entrer dans ces municipalités, d'où un enjeu plus grand pour cet électorat. Surtout, la situation n'est plus la même. Alors qu'en 1977 la gauche était en pleine ascension et profitait de l'élan unitaire, en 1983 il s'agit d'une situation de recul et la division a laissé des traces.

Mais, au-delà de ces données, le tassement est suffisamment impressionnant pour ne pas se réduire à ces seules explications. D'autant que, dans la plupart des cas, ces résultats font apparaître un recul, y compris par rapport aux législatives de 1978.

C'est donc bien la tendance générale à l'érosion de son électorat que la direction du PCF, une nouvelle fois, est obligée de prendre en compte.

# Les résultats des verts

LES listes écologistes étaient beaucoup moins nombreuses que lors des municipales de 1977. De plus, comme pour l'extrême gauche, leur campagne a été systématiquement boudée par les médias qui, soudain, après les résultats du premier tour, les mettent souvent à nouveau en vedette : dans plusieurs endroits, leurs scores sont importants et risquent de mettre la gauche en difficulté.

En fait, la réalité des résultats des « verts » est complexe. Ils obtiennent en moyenne 5,5 % là où ils se sont présentés, alors que Brice Lalonde n'avait obtenu que 3,87 % à l'élection présidentielle. Il est vrai qu'ils avaient choisi des localités où la situation leur était favorable. Dans beaucoup d'autres endroits, en particulier les grandes villes, ils connaissent une chute considérable par rapport à 1977. A Paris, ils chutent de plus de 50 % ; dans un arrondissement comme le 13<sup>e</sup>, ils passent de 7 000 à 2 000 voix. A Lille, ils font

5,41 % contre 6,48 %. A Lyon, dans le 2<sup>e</sup> secteur, 3,79 % alors que, en 1977, une liste écologiste « d'extrême gauche » avait fait 8,51 % et une liste écologiste « modérée » 6,49 %. A Marseille, dans le 5<sup>e</sup> secteur, ils passent de 9,27 % à 3,38 %.

Par contre, ailleurs ils font des percées importantes : Cahors 10,37 %, Dunkerque 9,35 %, Caluire 7,81 %, Rocquencourt 13,66 %, Cherbourg 10,4 %. Mais aussi des scores qui dépassent les 5 % à Quimper (5,63 %), Lorient (5,66 %), Caen (5,65 %), Saint-Etienne (5,40 %), Saint-Nazaire (5,77 %), Rennes (6,18 %)...

Des conditions locales comme celle de Cherbourg peuvent expliquer des scores importants. Mais visiblement, dans d'autres endroits, les « verts » ont cristallisé de façon non négligeable des votes de refus

de la politique du gouvernement qui ne sont pas des votes de droite.

Certes, surtout dans une situation comme celle que nous connaissons en France, beaucoup de ces votes traduisent un refus de « la politique » qui a de nombreux aspects négatifs et ne conduit pas à une prise de conscience anticapitaliste. Mais l'on ne peut oublier que c'est le PS et le PC qui, en bradant leurs promesses, favorisent ce type de réaction. Et que si les « verts » font de bons scores dans des endroits où traditionnellement la gauche n'est pas implantée, bien souvent leur courbe électorale varie en fonction des mêmes données « sociologiques » que la gauche : ils font des scores plus importants que leur moyenne dans les quartiers ouvriers et populaires.

A. A.

## ARMEE la répression, toujours

Lundi 7 mars, notre camarade Y. Struillou, l'un des animateurs du collectif de campagne, qui devait être libéré à la fin du mois se trouvait muté du 60<sup>e</sup> RA à Canjuers au 61<sup>e</sup> RA à Morhange avec la promesse d'un « rab disciplinaire » de 39 jours, correspondant à un peu moins de la moitié des 90 jours d'arrêts qui lui avaient été infligés depuis son incorporation au 68<sup>e</sup> RA à Phalsbourg (20 jours pour la signature de la pétition, 20 jours pour participation en tenue aux manifestations ouvrières du 1<sup>er</sup> Mai, puis 40 jours pour une lettre collective de 50 soldats de Canjuers au « Canard enchaîné », et enfin 10 jours pour la signature d'une tribune libre dans « le Monde »...), sans compter les mutations successives. Le changement à la saucisse d'Hernu en quelque sorte, illustré par l'année de service du soldat Struillou !

## CITROEN-AULNAY



# Une pantalonnade de la confédération CGT

LES deux jours de grève à Citroën-Aulnay ont démontré que la combativité des travailleurs reste intacte.

La raison de cette décision d'action de la CGT résidait dans la volonté d'en découdre de la masse des travailleurs qui avaient fait preuve de patience pendant un mois sans voir leurs efforts récompensés. C'est aussi un constat de la faillite de la tactique de non-lutte de la direction de la CGT. A ce moment, en poursuivant la grève, en appelant à la solidarité active du mouvement ouvrier sous forme d'une grande manifestation unitaire à Paris, il était possible de vaincre.



L'épreuve de force était bel et bien recommencée. La direction mobilisait sa maîtrise, ainsi que les employés et les cadres. Tous ensemble, cela ne faisait que 1 500 personnes. Un échec pour Citroën, après le matraquage de la télé à la suite des incidents du 2 février, et malgré l'aide ouverte du gouvernement au travers de son ministre du Travail.

Celui-ci a même été jusqu'à refuser la présence d'inspecteurs du travail dans l'entreprise comme le demandait la CGT au moment de ce nouveau conflit. « Ceux qui décident la grève doivent prendre leurs responsabilités », a-t-il déclaré. Une façon de donner le feu vert à la direction, au cas où celle-ci aurait la marge de manœuvre suffisante pour recommencer les provocations.

Contrainte à une lutte dont elle ne voulait pas à quelques jours du premier tour des municipales, la direction de la CGT a choisi de lâcher les huit militants sanctionnés, comme nous le laissions prévoir la semaine passée.

L'accord conclu sous l'égide du préfet de la Seine-Saint-Denis entérine l'expulsion des usines Citroën des huit délégués de chaîne.

Alors que la direction de la CGT présentait cet accord comme une victoire pour justifier l'indispensable reprise du travail, la direction Citroën, elle, refusait de le ratifier immédiatement, exigeant que figure en

toutes lettres l'exclusion de toute réembauche dans une quelconque des usines Citroën, ne se contentant pas de l'engagement du préfet à se charger, lui seul, de trouver un emploi à ces travailleurs.

C'est finalement cette mention qu'elle a rajoutée au-dessus de sa signature, sans opposition, ni du préfet, ni de la direction de la CGT. L'arrogance de Citroën, profitant du soutien d'Auroux, s'étale une fois encore.

Pour ne pas gêner électoralement un gouvernement qui s'en prend aux travailleurs et même aux propres militants de la CGT, la direction confédérale a donc imposé une reprise du travail sur la base de cette « victoire ». Le moins qu'on puisse en dire, c'est que de ramper devant les patrons et les abandons du gouvernement, cela ne rapporte pas électoralement.

Alors, affaire réglée à Aulnay ? Certainement pas ! La direction exige toujours le licenciement des quatre délégués. La direction de la CGT a beau faire croire aux travailleurs qu'il y aurait une clause de l'accord qui ferait obligation à Citroën de respecter le verdict de l'inspecteur du travail, il n'en est rien. Toutes les déclarations de la direction Citroën disent l'inverse, et avec le succès qu'elle vient de remporter avec les huit délégués de chaîne, il n'y a aucune raison pour qu'elle s'arrête en si bon chemin.

Le conflit risque donc de reprendre dans les jours qui viennent. Cependant, les élections municipales passées, le contexte changé, la forme même du conflit peut s'en ressentir.

Le dernier élément, c'est bien évidemment la réaction des travailleurs eux-mêmes, dont on pouvait constater la désorientation vendredi 4 mars sur le parking de l'usine, au cours du meeting unitaire des UD CGT et CFTD de la Seine-Saint-Denis.

Au-delà des discours officiels sur la victoire, le fait que les huit ne reviendront plus à Aulnay, eux qui ne sont pas couverts comme délégués « officiels », donne beaucoup à réfléchir aux travailleurs. La solidarité avec ceux d'Aulnay n'est donc pas une question dépassée. Elle risque de rebondir dans les jours qui viennent avec encore plus de force.

Dans un bastion de la réaction patronale, le recul enregistré pour tous les travailleurs à la suite du licenciement confirmé des huit est de la seule responsabilité des dirigeants confédéraux de la CGT et du gouvernement. Les travailleurs ont montré, eux, qu'ils étaient prêts à en découdre.

La solidarité agissante sera l'un des éléments importants pour tenter d'empêcher l'amplification de ce recul, mais aussi pour ouvrir les yeux des travailleurs sur la politique des dirigeants majoritaires.

Frédéric Castello

# Le PSU ou le « refus du témoignage »

LA dernière Lettre hebdomadaire du PSU, « Pour l'alternative », sous la signature de Bernard Chaouat, se félicite de la campagne du PSU parce qu'elle aurait été marquée par « le refus du témoignage » et son « ancrage dans la majorité de gauche ». Et, par contraste, condamne la campagne de la LCR : « Au contraire de la LCR qui a refusé la porte un moment entrebâillée par le PS pour se précipiter dans un illusoire "Front du refus". "La voix des travailleurs contre l'austérité", ce néo-poujadisme de gauche, risque bien de rester sans écho et en tout cas n'est guère porteuse d'une transformation concrète de la société. »

Par ailleurs, B. Chaouat estime que les écologistes sont passés complètement à côté des élections, que « la droite a dû rengainer ses scénarios dramatiques à la Giscard d'Estaing ».

Bref, la modération dans les termes pour parler de la campagne de la LCR n'a d'égal que la lucidité dans l'analyse d'ensemble !

Serait-ce trop demander à B. Chaouat et à la direction du PSU que de mener un réel débat sur ce que fut la politique des uns et des autres lors de cette campagne ? De justifier par autre chose que des pétitions de principe son soutien à la politique d'austérité du gouvernement et son ralliement aux listes d'Union de la gauche ? Pour notre part, en effet, nous récusons absolument un tel choix. Non pas par goût du « témoignage grandiloquent et stérile », comme aimerait le faire croire B. Chaouat, mais au nom de la défense des intérêts des travailleurs. Le « réalisme » qui amène, pour quelques postes d'élus, à cautionner une politique de collaboration de classes nous semble porter témoignage d'un choix qui n'est pas le bon.

CARMAUX

# La victoire des mineurs

• Ils ont fait céder la direction des Charbonnages et le gouvernement

**C**E fut la joie et la fête à Carmaux, vendredi 4 mars, au retour des négociateurs. 99 embauches gagnées par une grève de 22 jours et une unité jamais démentie.

21 000 habitants environ dans le district. 3 000 demandeurs d'emploi sur le registre des seules Houillères. La rage de vaincre des mineurs est facilement compréhensible dans ce contexte. Ni la longueur des négociations et autres manœuvres de la direction, ni les CRS de Defferre n'ont eu raison de la mobilisation des mineurs.

**Le gouvernement d'accord avec les Charbonnages de France**

Badey, le directeur des Houillères d'Aquitaine, déclarait dans la *Dépêche* du 22 février : « La Houillère ne portera pas Carmaux sur ses

« Les investissements doivent être sélectifs... Là où les déficits dépassent le niveau de la préférence nationale » et où la situation ne peut être rétablie, « une cessation d'activité d'extraction à terme ne pourra être évitée ». On n'a pas entendu Hervé démentir ces affirmations. Pire, on n'a pas entendu un seul ministre du gouvernement, fût-il PC, condamner la venue des CRS. Mais comment auraient-ils pu intervenir sans l'assentiment du gouvernement lui-même ?

**Cette politique convient au patronat et à la droite**

Le patronat veut pouvoir acheter du charbon moins cher à l'étranger. Une autre partie est aussi intéressée à ce que les investissements aillent à des secteurs de l'énergie qu'ils jugent plus rentables pour leurs profits. L'emploi est le cadet de leur souci. Ce que ne comprennent pas les travailleurs, c'est que la majorité qu'ils ont élue épouse cette mauvaise cause... La droite en profite sans vergogne.

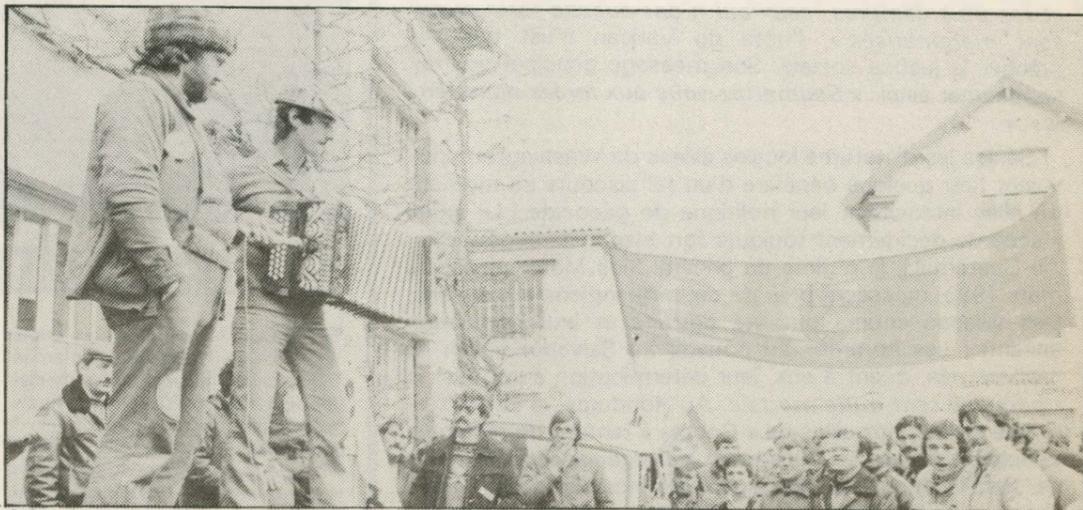
La liste de droite de Carmaux n'hésitait pas dans sa profession de foi à se faire le champion de l'industrialisation et du maintien de la Houillère. Pour combattre la droite, il ne suffit pas de remarquer, comme l'a fait le maire de Carmaux, que lui soutient les revendications des mineurs, alors que dans le même temps, sur l'affiche de la liste d'Union de la gauche, il était écrit que « l'Union de la gauche avait tenu toutes ses promesses » et qu'elle « était même allée au-delà ». C'est vrai qu'elle n'avait pas promis d'envoyer les CRS contre des mineurs se battant pour l'emploi !

**A Carmaux comme à Renault-Flins**

Les mineurs auront d'autres luttes devant eux. Pour faire appliquer le protocole d'abord : il faudra une formation renforcée pour tenir les délais. De même pour que les 35 heures ne s'accompagnent pas de la détérioration des conditions de travail, comme le travail le samedi par exemple que les mineurs ont déjà refusé plusieurs fois.

Les mineurs de Carmaux ont montré à toute la classe ouvrière que la mobilisation unitaire était le meilleur garant pour la satisfaction des revendications et les reculades du gouvernement. Cette leçon sera entendue par les mineurs des autres bassins mais aussi par tous les travailleurs, comme le prouve la relance de l'action par les travailleurs de l'usine de métallurgie du Saut du Tarn dès le 2 mars.

A. Nasier



Animation de la grève : au micro, Gérard.

• Interview de Gérard et Gilles, militants de la LCR aux Houillères

**Nous avons demandé à deux militants LCR, travailleurs des Houillères de Carmaux, de faire un premier bilan à chaud de cette grève victorieuse : Gérard, mineur au fond et Gilles, employé, militants CGT.**

• Dans quel contexte a démarré votre grève ?

— Gilles — Après le 10 mai, il y a eu un calme relatif, mais très vite les travailleurs se sont tournés vers les syndicats pour leur demander ce qu'ils comptaient faire face à la perte du pouvoir d'achat. 1982 a été la première année de perte du pouvoir d'achat pour les travailleurs depuis très longtemps.

— Gérard — En janvier, il y avait eu une lutte que nous avions soutenue, pour l'embauche définitive de travailleurs intérimaires. Une semaine avant la grève des mineurs, il y avait la grève des ETAM (employés, techniciens et agents de maîtrise) et celle des installateurs-monteurs de fond.

— Gilles — Dans ce contexte, l'annonce officielle du report des travaux de la « Découverte » et du blocage des embauches a mis le feu aux poudres. Le 10 février le fond est en grève et le 11 le jour s'y met. Seule la CGC restera non gréviste jusqu'à la veille de l'accord. Une revendication éclipsait toutes les autres : le développement de l'emploi qui passe entre autres par l'exploitation de la Découverte.

— Gérard — Il fallait poser le problème tout de suite, pour faire la soudure avec le démarrage de la Découverte. Sinon nous aurions été mis devant le fait accompli de la fermeture.

• Comment s'est organisée la lutte ?

— Gérard — Ce fut unitaire immédiatement et une intersyndicale élargie aux délégués mineurs s'est mise en place. Un rassemblement central a lieu tous les matins pour entendre les propositions de l'intersyndicale.

— Gilles — Il y a eu 10 jours d'attente avant la première négociation. On a écrit aux élus locaux, aux partis de gauche, au gouvernement. Tous les jours il y avait des actions en ville.

— Gérard — La première négociation a duré 25 heures sans résultat. C'est là que les gars ont décidé de « passer le week-end » avec la direction.

La manifestation du mardi après la venue des CRS a été un début d'extension à toutes les entreprises du nord du département. C'est le maintien intact de la mobilisation qui a permis les reculs successifs de la direction jusqu'à la victoire.

• Comment le gouvernement et le PC et le PS ont-ils été perçus par les mineurs ?

— Gérard — Il y a eu 15 jours d'illusion totale.

— Gilles — Les dirigeants disaient : « Soyons calmes pour ne



pas faire le jeu de la droite. » La droite, on ne l'a pas vue dans le conflit : ils se seraient fait chasser par les mineurs. Au fur et à mesure, les mineurs se sont posé la question : mais que fait le gouvernement ? Et le dimanche on a vu ce qu'il faisait : il nous envoyait les CRS. Ça rappelait quelques mauvais souvenirs par ici.

— Gérard — Dans les premières heures, il y a eu une désorientation certaine. Puis ce fut la colère.

— Gilles — Les matraques passées, la direction de la CGT cherche à dédouaner le P-DG des Charbonnages (Valbon, PC) et le gouvernement en faisant porter le chapeau au directeur général et directeur du Centre-Midi.

Le PS local a soutenu tout de suite les revendications sans se démarquer réellement de la politique du gouvernement.

— Gérard — C'est pareil pour le PC. Ils ont expliqué par tract que « l'affaiblissement électoral du PC n'a pas créé les meilleures conditions pour une politique charbonnière de changement ».

— Gilles — L'annonce, le jeudi, par les maires de la réouverture des mairies pour les élections a été ressentie par tous comme un lâchage. S'il n'y avait pas eu la victoire, ça ne se serait sans doute pas passé comme ça.

• Quel a été le rôle de la LCR et comment nos explications ont-elles été perçues par les mineurs ?

— Gilles — D'entrée, nous avons apporté notre soutien à la lutte, nous l'avons popularisée dans le département et la région, à Toulouse en particulier. Dès le début, nous avons posé la responsabilité du gouvernement qui a tous les moyens d'obliger la direction à nous donner satisfaction, quitte à démettre la direction récalcitrante.

Après le passage des CRS, tout le monde disait la même chose. Mais des membres de la direction du PC n'ont pas apprécié notre interpellation de leur parti. La tension a monté. Certains voulaient faire partir nos camarades de Toulouse qui venaient en délégation apporter leur soutien aux mineurs. Ce sont les mineurs et des militants du PC qui ont empêché cela. Nous avons été la seule organisation politique à apporter une contribution financière (de 3 000 F) au bureau de solidarité avec un message qui a été lu par le trésorier CGT, devant mille travailleurs en AG. Ce fut fort applaudi.

— Gérard — Nous avons gagné en crédibilité. Malgré le silence total de la *Dépêche* (journal local d'information quasi exclusif), la LCR est maintenant connue et appréciée. C'est bien dommage que nous n'ayons pas eu une liste pour que les travailleurs puissent dire avec nous : non à la droite, non au CRS du gouvernement de gauche, il faut une autre politique pour la satisfaction des travailleurs.

Propos recueillis par A. Nasier

**LES PRINCIPALES MESURES DE L'ACCORD**

• L'accord intervenu le 4 mars entre la direction et l'intersyndicale des mineurs de Carmaux prévoit l'embauche de 99 mineurs pour 1983 dont 48 avant le 1<sup>er</sup> août. Pour les autres années, les effectifs seront négociés en fonction des contrats de programme et de l'évaluation faite par la commission des ressources. Si rien n'est acquis pour les années qui viennent, l'embauche prévue en 1983 permet de maintenir les effectifs au niveau atteint actuellement.

• Par ailleurs, le démarrage des travaux de la « Découverte » (exploitation du charbon à ciel ouvert) est décidé, l'achat des terrains étant réalisé dès cette année. La durée du travail en feu continu sera ramenée en 1983 à 35 heures. Les modalités d'application seront négociées au plan national, ainsi qu'une refonte des classifications.

• Enfin, l'accès à la retraite sera ouvert au bout de trente ans de service pour les agents silicosés, accidentés du travail ou en mauvaise santé.

• Le paiement des jours de grève est assuré à 40 %. Une indemnité complémentaire de 40 % sera acquise à la condition que deux samedis soient normalement travaillés par l'ensemble du personnel et que soit réalisée une production supérieure au programme d'ici à la fin 1983.

épaules. L'argent des Charbonnages va là où CDF (Charbonnages de France) peut obtenir des résultats. Nous sommes une entreprise industrielle et commerciale. » Et dans le *Midi libre* du 24 février : « Je parle au nom des CDF. Les négociations qui auront lieu entre les mineurs grévistes et moi seront sans recours. » Et il ajoutait : « La politique des CDF et du ministère est la même », en citant Hervé, ministre de l'Énergie, qui aurait dit au Conseil des ministres du 3 novembre 1982 :



Retour victorieux de la délégation

Meeting à Carmaux, vendredi 11 mars avec A. Krivine.

## Reagan, hors d'Amérique centrale !

**P**OUR sa nouvelle tournée publicitaire, le pape Jean-Paul II a choisi une région particulièrement chaude : l'Amérique centrale. Mais contrairement à ce que pourraient laisser penser certaines de ses déclarations selon lesquelles « *l'Évangile doit défendre les plus pauvres et les plus démunis, ceux qui n'ont aucune terre et qui sont marginalisés* », l'hôte du Vatican n'est pas allé prêcher la justice sociale. Son message principal pourrait se résumer ainsi : « *Soumettez-vous aux forces dominantes.* »

Seules les dictatures locales alliées de Washington pouvaient tirer quelque bénéfice d'un tel discours au moment où elles intensifient leur politique de génocide ! Le sabre s'accorde décidément toujours fort bien avec le goupillon. Au Guatemala, le régime du général Rios Montt a, depuis mars 1982, massacré près de dix mille indiens et paysans. Des villages entiers ont été détruits et leur population anéantie. Les hommes au pouvoir au Salvador voisin ne cachent pas, quant à eux, leur détermination à imposer la « *paix des cent mille morts* ». Au Honduras, la loi antiterroriste et les patrouilles de « *Cobras* » tentent de réduire le peuple au silence, en décapitant les organisations de masse. Parallèlement, au Nicaragua, les incursions de bandes contre-révolutionnaires se multiplient à partir de la frontière hondurienne, faisant un nombre élevé de victimes.

**C**E n'est nullement un effet du hasard si, presque simultanément à la visite papale, l'administration américaine relance son offensive en direction de cette zone. Car les dizaines de millions de dollars jusqu'à présent dépensés pour armer les gorilles centre-américains et pour étrangler le gouvernement sandiniste, la présence de dizaines de conseillers du Pentagone dans la lutte contre les maquis du Salvador, l'utilisation de la terreur à une échelle de masse se sont révélées incapables de juguler le développement des processus révolutionnaires. Au Salvador, la guérilla a repris l'offensive depuis octobre dernier contre une armée en proie à la démoralisation. Au Guatemala, en dépit de l'action barbare des militaires, le mouvement populaire a pu créer de nouveaux fronts dans le pays et intensifier sa lutte jusqu'au cœur de la capitale. Au Nicaragua, la vigilance et la mobilisation populaire se renforcent pour faire échec à la subversion réactionnaire, comme l'a montré en particulier la réaction houleuse de la foule devant les propos lénifiants du souverain pontife à Managua.

Accédant au pouvoir, Ronald Reagan avait prétendu faire de l'Amérique centrale un test de la détermination de la principale puissance impérialiste à s'opposer aux luttes populaires aux quatre coins du monde. Les succès remportés par la guérilla salvadorienne contre un régime en pleine décomposition le menacent d'un échec dont les conséquences seraient désastreuses pour l'ensemble de sa politique internationale. Comment, en effet, s'imposer comme leader du « *monde libre* » si l'on doit capituler devant un peuple dont le courage n'a d'égal que la faiblesse de ses moyens ? Le chef de la Maison-Blanche sait parfaitement qu'un succès des révolutionnaires aurait des effets en cascade dans les autres États de la région. « *Si le gouvernement salvadorien tombait aux mains de la guérilla*, déclarait-il le 4 mars, *le Costa-Rica, le Honduras, Panama, tous ces pays suivraient.* » Ayant retenu la leçon du Vietnam, Reagan vient de demander au Congrès l'octroi de soixante millions de dollars d'aide supplémentaire à la dictature, ce qui en portera le total à 86 milliards. Dans le même temps, on prépare l'envoi d'une dizaine de nouveaux conseillers auprès de l'armée salvadorienne.

**N**UL ne doit en douter, le Pentagone prépare une nouvelle et brutale escalade en Amérique centrale. L'enjeu en est simple : briser l'élan révolutionnaire dans une zone stratégique pour l'impérialisme. Les prochains mois vont donc se traduire pour les peuples centre-américains par de nouvelles et terribles souffrances. Dans leur combat, les forces populaires n'auront d'autres alliés que le mouvement ouvrier et anti-impérialiste aux États-Unis mêmes et dans les métropoles occidentales. Ils ne peuvent même pas compter sur les gouvernements qui, tel celui de François Mitterrand, les avaient un temps assuré de leur soutien. Aujourd'hui, le monde capitaliste dans son ensemble observe, avec un mutisme complice, l'action criminelle perpétrée par des régimes que Washington soutient à bout de bras. C'est dire que la vigilance est plus que jamais nécessaire. C'est dire aussi qu'il faut clamer, avec encore plus de force que par le passé : « *Halte à l'intervention US en Amérique centrale.* »

Christian Picquet

## EL SALVADOR



### Du napalm contre la guérilla

**P**OUR la première fois depuis un an, l'administration américaine, relayée par les médias, fait ouvertement état de son inquiétude à propos du Salvador. On la comprend. Après les élections bidons de mars 1982 qui donnèrent la victoire au major d'Aubuisson, l'impérialisme espérait un répit. Mais très vite, le nouveau régime, comme son prédécesseur, se mit à pourrir sur pied.

Les premières manifestations de cette situation furent les crises à répétition qui révélèrent la profondeur des divisions entre militaires et l'incertitude des rapports de forces entre les cliques qui se partagent le pouvoir. En janvier, le lieutenant-colonel Sigfrido Ochoa Perez, commandant militaire du département de Cabanas, se mutinait durant une semaine. Au début du mois de février, le major d'Aubuisson — dont Ochoa était un proche — démissionnait de la présidence de l'Assemblée nationale.

L'échec est de surcroît flagrant sur le plan économique : plus d'argent dans les caisses, un taux d'inflation de 15 %, un chômage touchant la moitié de la population des villes, un arrêt pratiquement total des investissements, une pénurie record de devises.

#### La guérilla à l'offensive

Contrairement à ce que certains pronostiquaient en mars 1982, ce n'est pas la guérilla qui recule mais les forces gouvernementales. Près d'un tiers du pays est aujourd'hui sous le contrôle du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). De nombreuses agglomérations sont tombées entre ses mains depuis le début de l'offensive déclenchée en octobre dernier.

Au cours du mois de février par exemple, la petite ville de Berlin (30 000 habitants), dans la province d'Usulután, était prise après qu'aient été détruits le commissariat de police et le cantonnement des militaires. Parallèlement, à l'autre extrémité du pays, les révolutionnaires encerclaient Suchitoto, petite bourgade de 11 000 habitants, dont tout le dispositif de sécurité fut détruit. Le

1<sup>er</sup> mars encore, la guérilla annonçait la prise de Delicias de Concepción dans le département de Morazan, fief du FMLN, au Nord-Est du Salvador.

Lorsqu'elle lance des contre-offensives, l'armée ne parvient pas à porter des coups sévères aux forces populaires, en dépit de ses communiqués de victoire. Confrontés à l'action d'un ennemi très largement supérieur en nombre et qui dispose d'une trop importante capacité de destruction, les rebelles se retirent... pour attaquer sur un autre front. Ainsi, récemment, alors que sept bataillons des forces armées avaient été concentrés dans le Morazan, ils évacuèrent plusieurs de leurs positions. Mais ce fut pour multiplier les actions dans le département d'Usulután. « *L'ennemi était déconcerté, car il ne nous trouvait nulle part à Morazan* », indiqua plus tard Radio Venceremos. Sur le même émetteur, le commandant Joaquín Villalobos résumait la philosophie du FMLN : « *C'est nous qui décidons quand nous devons combattre.* »

Face à une guérilla à l'initiative, l'armée essuie de lourdes pertes. Plusieurs centaines de soldats ont été faits prisonniers depuis le début de l'offensive révolutionnaire. Rien que pour les zones d'Usulután et de Morazan, le FMLN annonce que deux cents militaires ont été tués et soixante dix-huit capturés alors qu'il ne dénombre de son côté que neuf morts et 42 blessés.

On imagine aisément que la démoralisation s'empare des troupes gouvernementales et qu'on signale de nombreux cas de reddition. Les corps d'élite eux-mêmes (bataillons Atlacatl, Atonal et Ramon Belloso, les unités de commandos Pipil et Cuscatlan, dont les cadres ont été formés aux États-Unis) ne sont pas épargnés. Selon des sources américaines, depuis octobre 1982, ces forces demeurent dans leur cantonnement deux jours sur trois.

#### 43 000 assassinats

Impuissante à trouver des solutions politiques, tenue en échec sur le plan militaire, la dictature n'a d'autre issue qu'un recours à la terreur contre les populations civiles. Ce qui ne saurait surprendre quand

on sait qu'en trois ans elle a massacré 43 000 Salvadoriens.

Il est désormais certain que l'armée utilise du napalm et des bombes au phosphore blanc sur les fronts de guerre et contre les villages. Le 10 février, des avions Push and Pull (à double capacité de bombardement) ont survolé la région de Guazapa, bastion des guérilleros contre lequel l'armée a lancé sans succès plus de dix offensives depuis janvier 1981. Trois jours auparavant, des appareils du même type avaient largué des bombes sur les localités voisines de Plataneros et La Caja ainsi que sur la sucrerie de San Francisco, faisant de nombreuses victimes.

L'Agence France-Presse décrivait il y a peu, dans une dépêche, les résultats de tels bombardements : « *Cherchant parmi les décombres, des gens affamés et terrorisés errent dans les rues d'une cité dévastée par les attaques aériennes. Cette cité (...) qui, il y a encore peu de temps, était prospère et tranquille, est devenue un champ de ruines.* »

Mais ces massacres à répétition ne font qu'isoler un peu plus la dictature. La section juridique de l'archevêché de San Salvador vient ainsi de dénoncer : « *La structure de la répression et la volonté de tuer restent les mêmes au Salvador.* » Affirmant que 5 400 civils ont été assassinés par les corps militaires et les escadrons de la mort au cours des dernières semaines, l'institution épiscopale poursuit : « *Le gouvernement et l'armée du Salvador savent que le président Reagan certifiera toujours devant le Congrès de son pays que le Salvador a fait des progrès en ce qui concerne les droits de l'homme, même si la réalité démontre exactement le contraire et on ne mentionne même plus les chiffres (le nombre de morts NDLR).* »

L'ambassadeur américain au Salvador expliquait le 1<sup>er</sup> mars que « *la situation était grave* » et que le FMLN risquait de l'emporter si Washington n'intensifiait pas son action. Reagan a déjà répondu à ce cri d'alarme en promettant de tripler, en 1984, les sommes allouées cette année à la dictature. Cet effort financier ira de pair avec un renforcement de l'intervention des USA sur le terrain, intervention qui prendra en premier lieu la forme d'une augmentation du nombre des conseillers militaires américains. C'est, au dire des spécialistes du Pentagone, l'unique façon de doter l'armée salvadorienne des moyens opérationnels efficaces pour faire face à la tactique de la guérilla.

Pour masquer la réalité de son engagement et donner un aspect plus respectable à ses protégés, la Maison-Blanche s'efforce, dans le même temps, de susciter l'organisation d'une consultation électorale d'ici la fin de cette année. Mais, dans le contexte actuel, après le scrutin de mars 1982 on voit mal comment une telle perspective pourrait restabiliser la domination de l'impérialisme et des classes possédantes sur ce pays.

Christian Picquet



## ELECTIONS EN RFA

## La droite victorieuse

• Les chrétiens-démocrates profitent de la désaffection qui frappe le SPD après 13 ans de pouvoir

**I**NCERTAIN jusqu'au dernier moment, le verdict des urnes allemandes est désormais connu : la droite disposera d'une majorité absolue au Bundestag. Les chrétiens-démocrates (CDU-CSU) obtiennent 48,8 % des suffrages et les libéraux (FDP) avec 6,9 % sauvent *in extremis* leur représentation parlementaire. Ce qui donne aux deux partis 279 sièges. Le Parti social-démocrate (SPD) perd près de cinq points sur la consultation de 1980 et ne recueille que 38,2 % des voix. Les Verts enfin, auront 27 députés puisqu'ils ont de justesse franchi le barrage des 5 %.

De tels résultats auront de graves conséquences. Avec un gain de 4,3 points, la CDU-CSU fait son plus gros score depuis 1957, année qui ouvrit l'ère Adenauer. Cela offre à Helmut Kohl, qui va de nouveau prendre la tête d'une coalition chrétienne-démocrate-libérale, d'indéniables marges de manœuvre pour appliquer son programme d'austérité. Un programme que le comte Otto Lambsdorff, dirigeant libéral, qui sera reconduit au ministère de l'Économie, résume ainsi : « Il faut restructurer les dépenses publiques, réduire les dépenses de consommation de l'État tout en accroissant les investissements publics, qui favorisent la productivité du secteur privé et ont un coefficient multiplicateur élevé. Fondamentalement, la reprise doit venir de l'investissement. »

## Les pertes ouvrières du SPD

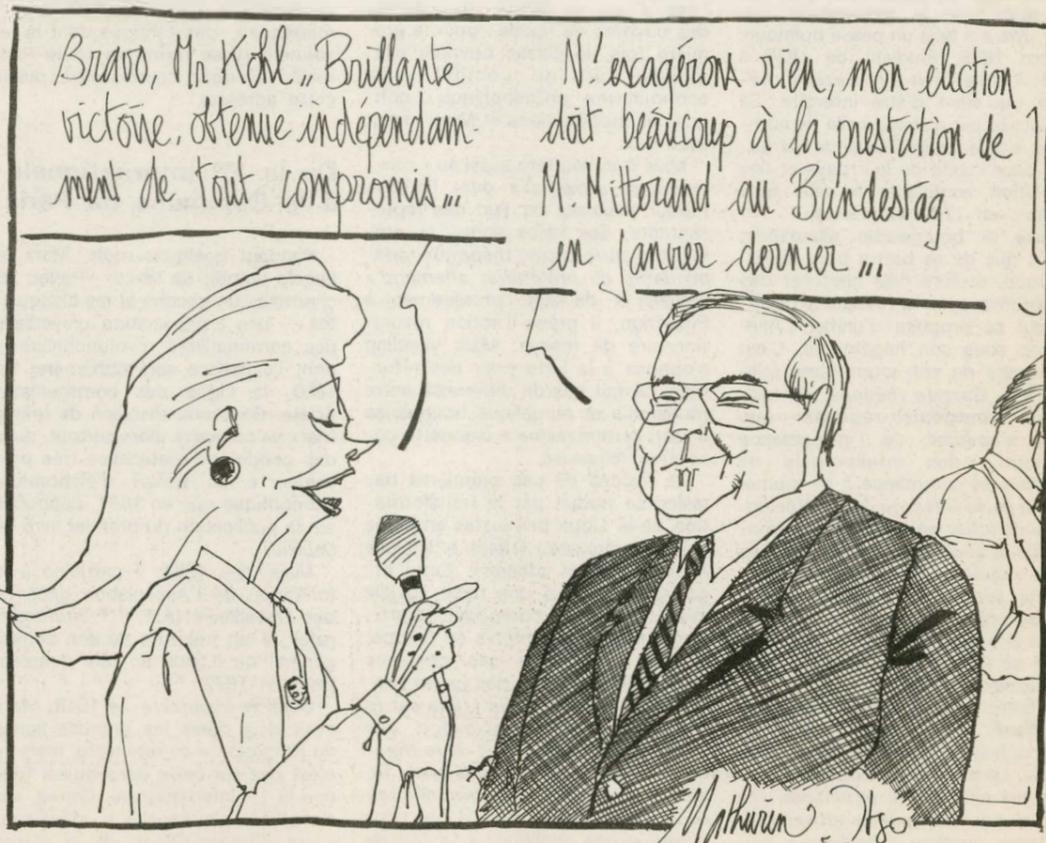
En politique extérieure, l'alliance sortante avait mené une vigoureuse campagne en faveur de l'« option zéro » chère à Reagan. Il sera désormais plus difficile d'empêcher l'installation outre-Rhin des 172 missiles à moyenne portée de l'OTAN. Enfin, on peut s'attendre à un net durcissement autoritaire. La droite utilisera sans complexes les procédures liberticides mises au point au cours de la dernière décennie, comme les interdictions professionnelles qui permettent de barrer l'accès de la

fonction publique aux militants communistes et d'extrême gauche.

Pourtant, les résultats électoraux traduisent moins un raz de marée réactionnaire qu'ils ne sont le produit de la désaffection qui frappe le SPD. Les chrétiens-démocrates gagnent en particulier des voix dans les fiefs socialistes et les centres industriels : Ruhr, Rhénanie-Westphalie, régions ouvrières du Nord, etc. S'il en est ainsi, c'est que les dirigeants du SPD n'ont pu restaurer un crédit passablement entamé par treize années d'exercice du pouvoir. Leurs déclarations de principe contre l'orientation de régression sociale du gouvernement Kohl ne pouvaient guère être prises au sérieux alors que c'est sous Helmut Schmidt que les travailleurs ont perdu 5 % de leur pouvoir d'achat en trois ans et que le nombre des sans-emploi a atteint la barre des deux millions.

Le silence de Hans-Jochen Vogel sur le bilan de son parti au sommet de l'État a permis aux chrétiens-démocrates de fustiger l'incohérence de ses propositions économiques, comme celle d'un « pacte de solidarité nationale » destiné à créer des emplois. « Les électeurs croient que le chancelier Kohl est le plus capable de diminuer le chômage qui frappe deux millions et demi d'Allemands de l'Ouest », avouait piteusement, quelques heures après sa défaite, le président du SPD, Willy Brandt.

En outre, le caractère plus qu'ambigu des positions sociales-démocrates sur les euromissiles a permis à la CDU de relativiser cette question dans le déroulement de la campagne. Ayant, en 1979, soutenu la décision de l'OTAN de moderniser son potentiel nucléaire, le SPD ne s'est pas prononcé vraiment contre les fusées américaines. Avant tout soucieux de récupérer les voix des pacifistes qui sont descendus par centaines de milliers dans les rues, il ne promettait que de faire le maximum pour créer des conditions rendant inutiles leur implantation. Ce qui



ne pouvait faire apparaître clairement la contradiction existant entre le programme de la droite et l'aspiration majoritaire de la population : 58 % des Allemands se prononcent, dans les sondages, contre le réarmement atlantique, ce phénomène touchant même une majorité de l'électorat chrétien-démocrate.

L'échec électoral, la progression des Verts, le bilan de la campagne ne peuvent dès lors que relancer un vif débat au sein du parti, dans les prochaines semaines.

« Votez pour la reprise », proclamaient les affiches de la CDU. Pour tous ceux qui ont pris cet engagement au pied de la lettre, le réveil

risque d'être brutal. Car, si les divers instituts de prévision annoncent une reprise de 2 à 3 % cette année, ils admettent également que celle-ci ne fera que rattraper la chute de la production en 1982. De plus, la classe dominante ne cache pas qu'une relance des investissements n'entraînerait aucune amélioration de la situation des chômeurs. Une enquête réalisée par le DIHT (Fédération des chambres de commerce et d'industrie) précise par exemple : « Il serait illusoire de croire que ces investissements créent des emplois. Ils seront encore une fois consacrés à des fins de modernisation et de rationalisation. »

Comme en même temps, le patronat cherchera à imposer de nouvelles diminutions des rémunérations, il est fort probable qu'on va assister à une recrudescence des affrontements de classe et donc à une modification du climat social. La situation actuelle dans la métallurgie — où les employeurs n'offrent que 2,5 %, ce qui est dérisoire au regard du taux d'inflation — en donne un indice. Des débrayages d'avertissement se produisent chaque jour, selon un mouvement tournant par région. Et dès le lendemain du scrutin, on a vu 10 000 ouvriers de Daimler-Benz en grève défilant dans les rues de Sindelfinger.

## Rien n'est réglé

Si les résultats du 6 mars confortent la coalition gouvernementale, ils ne referment pas pour autant la crise du système politique. Cette dernière entre même dans une nouvelle phase avec l'entrée des Verts au Parlement et la rupture qu'elle engendre du jeu feutré des partis institutionnels.

Cette percée nationale couronne une évolution amorcée à la fin des années 1960 avec la création de comités locaux de citoyens (Bürgerinitiativen) qui contestaient déjà le monopole des formations parlementaires sur la vie politique. A travers les luttes antinucléaires, antimilitaristes, les mobilisations pour le désarmement, c'est un courant soutenu par des centaines de milliers de jeunes qui s'est affirmé, trouvant ses relais

essentiels dans les innombrables mouvements « alternatifs » (squatters, presse parallèle, etc.).

Nul ne sait comment évolueront les Verts au contact des réalités institutionnelles. Il reste qu'en l'absence d'une alternative de gauche crédible dans le mouvement ouvrier, ils ont su cristalliser tout à la fois un rejet massif des valeurs du capitalisme ouest-allemand et des perspectives de gestion de ce système que prônent les sociaux-démocrates. Une de leurs électrices exprimait cette réalité le jour du scrutin : « Ils sont les seuls à poser les vrais problèmes, le surarmement, les inégalités, le monde de plus en plus inhumain que nous sommes en train de construire aux générations futures. Je ne veux pas que mes enfants me reprochent un jour d'avoir laissé faire cela. » Cette nouvelle configuration de la carte politique devrait encourager les mobilisations contre les fusées Pershing prévues pour les prochains mois. C'est dire que, sur ce plan aussi, Helmut Kohl n'a pas encore les mains libres.

Christian Picquet

## Vers un dévaluation du Franc ?

**L'**ECONOMIE de marché a gagné les élections : ce commentaire du BDI (le CNPF d'outre Rhin) en dit long sur l'euphorie du grand capital ouest-allemand, qui bien avant le 6 mars, n'avait pas hésité à assortir certains contrats de commande d'une clause de révocation en cas de victoire socialiste. A cette satisfaction ont fait écho les commentaires des milieux bourgeois internationaux. « Nous nous réjouissons », indiqua le département d'État américain, tandis qu'un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche proclamait dans le *New York Times* : « L'Occident est sauvé. » Le *Times* de Londres renchérisait en parlant de « résultat idéal ».

Ces réactions ont précédé de quelques heures celles de milieux économiques et financiers. Le succès d'une équipe qui ne dissimule pas sa volonté d'intensifier l'exploitation du travail salarié pour améliorer la compétitivité de l'industrie, en laissant présager une augmentation des profits, a provoqué l'afflux en RFA d'une masse de capitaux. Ce mouvement est encore renforcé par les résultats — en dépit de la récession qui frappe désormais le pays — des secteurs les plus performants comme l'automobile ou l'électronique. Un groupe comme Siemens n'a-t-il pas réalisé 738 milliards de marks de bénéfices en 1982 contre 509 l'année précédente ?

Dans l'immédiat, les scores électoraux des chrétiens-démocrates vont se concrétiser par des mouvements spéculatifs sur le Mark qui

vont mettre en difficulté les devises les moins fortes, comme le Franc. Dès le 7 mars, le cours de la monnaie allemande établissait un record historique en atteignant 2,89 francs, obligeant la Banque de France à y faire face en déboursant des centaines de millions de dollars.

Une telle évolution rend inévitable à court terme « un réajustement des parités monétaires ». En clair, une réévaluation du Mark et du Florin hollandais et une dévaluation du Franc et de la Lire. L'IFO, l'Institut munichois de recherches économiques, en situe d'ores et déjà la fourchette entre 8 et 10 %.

Mais cette mesure ne fait que traduire l'exacerbation des concurrences internes au monde capitaliste. Pour la France, la dévaluation aura pour principale implication de rencherir les importations — notamment en ce qui concerne les matières premières — sans pour autant que les exportations en soient favorisées, comme le démontre l'exemple des deux derniers réajustements. Il devrait donc en résulter une augmentation de l'inflation, une accentuation du déficit de la balance commerciale et, par voie de conséquence, un accroissement de l'endettement extérieur. Ce qui entraînera inévitablement une pression démultipliée des autres États capitalistes sur la France.

Refusant toute rupture avec la loi du marché international, repoussant même l'idée d'une sortie du Système monétaire européen (plusieurs dirigeants français viennent encore

de l'affirmer), l'Elysée et Matignon vont devoir, plus encore qu'en juin dernier, accepter les injonctions de la CEE et aligner totalement leur politique économique et sociale sur celles qui sont en vigueur sur le reste du vieux continent. Autrement dit, l'heure est bien à un nouveau et plus brutal plan d'austérité.

On pouvait déjà s'en convaincre en lisant le 4 mars le quotidien patronal *les Echos* : « Même dans l'hypothèse d'une entente cordiale franco-allemande sur un ajustement raisonnable des parités dans le SME, un tour de vis sera nécessaire. Ne serait-ce que pour éviter un regain d'inflation importée. » Et tirant par avance le bilan de l'« avertissement » des municipales, il exhortait François Mitterrand à « demander au gouvernement de choisir entre des inconvénients. Le pays ne peut plus à la fois rétablir les grands équilibres et créer de l'emploi. »

Première mesure exigée par les patrons : la restriction de la consommation populaire. Le document de la direction de la Prévision publié par le *Canard enchaîné* du 2 mars appelait déjà à une « action à court terme » portant « essentiellement sur la demande intérieure, dont le niveau est encore trop fort par rapport à nos partenaires ». La dernière livraison du *Nouvel Economiste* enfonçait encore le clou : « Le gouvernement s'est attaqué au pouvoir d'achat des Français avec un canif quand les autres maniaient la hache. »

C. P.



- France : Mitterrand et Mauroy devant les élections municipales.
- Bolivie : Les cent premiers jours d'activité du gouvernement Siles Suazo.
- Iran : Quatre ans après l'insurrection qui renversa le Shah.

# Centième anniversaire de sa mort

## Marx militant

**L**ORSQUE, venant d'Allemagne, il émigre à Paris en 1843 et prend ses premiers contacts avec le mouvement ouvrier, Marx a déjà un passé politique. Né en 1818, étudiant de 1835 à 1841, il collaborait à *la Gazette rhénane* qui vient d'être interdite. Sa trajectoire est d'abord celle de nombreux intellectuels allemands qui luttent pour l'unité de leur pays et une révolution semblable à celle qu'a connue, en 1789, la France.

Mais la bourgeoisie allemande, plutôt que de se battre pour la République, préfère déjà chercher des compromis avec la royauté prussienne qui se propose d'unifier l'Allemagne sous son hégémonie. C'est au travers de son journalisme militant à *la Gazette rhénane*, de tendance bourgeoise-radical, que Marx s'aperçoit de l'impuissance pratique « des intellectuels de gauche » et commence à se tourner vers la seule force qui lui semble capable de lutter pour une transformation de la société : le prolétariat. Les luttes ouvrières naissantes en Allemagne, son exil à Paris où il rencontre les premières sociétés communistes le poussent dans ce sens. Expulsé de France, il rencontre Engels à Bruxelles en 1844.

A cette époque, son adhésion au socialisme et au communisme est alors définitive. Mais l'essentiel reste à faire. Le mouvement ouvrier européen est naissant, le prolétariat très marqué par ses origines artisanales, la classe ouvrière « moderne » peu développée. Son idéologie s'en ressent : influence des « socialistes utopiques », d'un communisme « primitif » et de multiples « sociétés secrètes ».

L'essentiel du combat de Marx sera de lutter pour le « socialisme scientifique », « le communisme » qui « ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde » mais « sont l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux » (le *Manifeste*).

Ces remarques sont aussi bonnes pour Marx qui approfondit ses conceptions politiques en fonction de l'expérience de la classe ouvrière et non d'un simple travail théorique. Elle signifie surtout que pour lui, la lutte idéologique est inséparable d'un combat pour donner les moyens à la classe ouvrière de s'organiser de façon indépendante de la bourgeoisie, de se constituer en classe politique, consciente de ses intérêts.

C'est seulement ainsi que l'on peut comprendre l'importance que put revêtir pour Marx et Engels les efforts qu'ils développèrent toute leur vie pour doter la classe ouvrière de partis indépendants de la bourgeoisie.

☆☆  
☆

### De la Ligue des communistes aux révolutions de 1848

L'adhésion de Marx au communisme se traduit par sa volonté d'en regrouper les partisans. Il crée à Bruxelles les Comités communistes de correspondance (1846) avec l'objectif de tisser des liens avec les communistes et socialistes européens et de construire un groupe communiste en Allemagne. Ces comités lui permettent surtout de prendre contact avec la direction de la Ligue des justes, organisation d'émigrés allemands qui se transforma en 1847 en Ligue des communistes.

Mais ça ne va pas sans lutte idéologique au sein même des milieux communistes allemands, essentiellement composés d'artisans et d'intellectuels. Marx critique le « communisme philosophique » (ou « socialisme vrai ») qui oppose à l'égoïsme

et la privatisation de la société bourgeoise l'amour et la fraternité en évacuant la lutte des classes. En 1844 a lieu en Silésie l'insurrection des ouvriers du textile : pour la première fois, la classe ouvrière allemande part au combat. « Le communisme philosophique » critique ces mobilisations et Marx compte avec eux.

Mais il se heurtera aussi au « communisme artisanal » dont l'artisan tailleur Weitling est l'un des représentants. Ses idées sont « la première manifestation théorique indépendante du prolétariat allemand » (Engels) et, de plus, contrairement à Proudhon, il prône l'action révolutionnaire de masse. Mais Weitling s'oppose à la lutte pour des réformes, ne fait pas de différence entre monarchie et république bourgeoise et son communisme a une nette coloration religieuse.

Le succès de ces premières batailles se traduit par la transformation de la Ligue des justes en Ligue des communistes (1847) à laquelle Marx et Engels adhèrent. Cette organisation, qui a une base sociale essentiellement composée d'artisans allemands émigrés en Europe, éclaircit néanmoins ses positions théoriques. La Ligue des justes proclamait : « Le but de la Ligue est la suppression de l'esclavage des hommes par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et, dès que possible, son introduction dans la pratique. » La Ligue des communistes explique : « Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée. » Le slogan « Tous les hommes sont frères » est remplacé par « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

On voit que la Ligue reprend l'essentiel des idées du « socialisme scientifique ». C'est d'ailleurs sur son mandat que Marx et Engels écrivent le *Manifeste du Parti communiste* qui est publié en 1848. Au moment où, à travers toute l'Europe, éclatent les révolutions de 1848, Marx et Engels, comme de nombreux membres de la Ligue, rentrent en Allemagne. A Cologne, ils fondent *la Nouvelle Gazette rhénane*. Par souci de ne pas se couper du mouvement réel, ils ne veulent pas construire la Ligue ou une organisation communiste. Ils présentent leur journal comme l'organe de la démocratie dont ils se disent les plus conséquents défenseurs face à la bourgeoisie libérale qui multiplie les concessions à l'Etat prussien.

Ils ne se contentent pas d'un travail de journalistes militants. Marx devient l'un des dirigeants de l'Association démocratique de Cologne, puis président de l'Association ouvrière de la même ville. Face à l'approfondissement du processus révolutionnaire, Marx quitte l'Association démocratique et semble vouloir s'orienter vers la construction d'un parti ouvrier allemand. Mais la contre-révolution passe à l'offensive. Engels fait l'objet d'un mandat d'arrêt, Marx est expulsé de Prusse. Après un passage à Paris dont il est aussi expulsé par le gouvernement français, il se rend à Londres (août 1849) où il restera jusqu'à sa mort.

Durant cette période révolutionnaire, l'apport essentiel de Marx, outre son militantisme quotidien, est un travail d'élaboration sur tout ce qui concerne les luttes politiques : analyse politique de la bourgeoisie, tactique du prolétariat, etc. Dans *Révolution et Contre-révolution en Allemagne, les Luttes de classes en France et le 18 Brumaire*, on trouve, en plus des articles de *la Nouvelle Gazette rhénane*, l'essentiel des questions abordées par Marx et Engels. Une des principales leçons de Marx touche à la dialectique entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne. Dans une circulaire du

comité central de la Ligue des communistes (1850), il définit la tactique du prolétariat dans une telle situation et appelle à « la révolution en permanence ». Une tactique dont la révolution russe montrera toute l'actualité (*Critique communiste* publie cette adresse).

### De la 1<sup>re</sup> Internationale à la Commune de Paris

Pendant quelques mois, Marx et Engels tentent de lancer — avec les chartistes de gauche et les blanquistes — une « Association universelle des communistes révolutionnaires » dont l'existence sera éphémère. Fin 1850, la Ligue des communistes éclate. Dans une situation de reflux, Marx se consacre alors surtout, dans des conditions matérielles très précaires, à un travail d'élaboration économique qui, en 1867, débouche sur la publication du premier livre du *Capital*.

Mais, dès 1864, il participe à la fondation de l'Association générale des travailleurs (AIT, 1<sup>re</sup> Internationale) ; il est membre de son conseil général où il joue un rôle dirigeant jusqu'en 1872.

Dans le *Manifeste* de 1848, Marx avait déjà défini les grandes lignes du programme communiste, mais ce n'est pas sur cette base qu'est fondée la 1<sup>re</sup> Internationale. Certes, ses « statuts provisoires » déclarent « que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et que l'objectif est « l'abolition de toute domination de classe ». Mais bien des questions restent dans l'ombre. C'est que l'objectif avoué de Marx est de trouver un cadre pour que se

regroupent des courants très divers (proudhoniens, lassaliens, bakouniniens, trade-unionistes). Il s'agit pour lui de confronter ces courants ou ces « sectes » au « mouvement réel de la classe ouvrière » afin de les « dissoudre ».

L'activité de l'Internationale est à la fois dominée par de grandes campagnes de solidarité avec les luttes ouvrières mais aussi par des combats idéologiques incessants. Un des plus importants concerne la lutte politique du prolétariat. Les proudhoniens, très influents en France, sont opposés à toute lutte révolutionnaire ou toute lutte sociale-politique, comme par exemple la bataille pour la diminution de la journée de travail. Les partisans de Bakounine implantés en Suisse, Italie et Espagne, où l'influence artisanale reste très forte, seront les plus farouches adversaires de l'action politique et se regroupent dans une organisation secrète au sein de l'Internationale (« l'Alliance de la démocratie socialiste »).

Alors que, dès 1848, le *Manifeste* expliquait la nécessité pour le prolétariat de se constituer en parti politique, c'est seulement au congrès de La Haye (1872) que l'Internationale déclare dans ses statuts : « Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et son but suprême : l'abolition des classes... » L'adoption de ces statuts signifie la victoire définitive des « marxistes » mais aussi la rupture



Karl Marx.

avec Bakounine et la fin de l'Internationale très secouée par le reflux qui suivit la défaite de la Commune de Paris.

Si l'Internationale n'avait pas joué un rôle actif dans l'organisation de l'insurrection communarde de 1871, elle se range sans hésitation à ses côtés et développe une solidarité active. Dans une adresse écrite au nom du conseil général, Marx tire les leçons. La Commune « était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail ». Il ajoute : « La classe ouvrière ne peut se contenter de prendre comme tel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte. »

Comme à la suite des révolutions de 1848, Marx apporte des précisions essentielles en ce qui concerne la stratégie de prise du pouvoir par le prolétariat. Mais ces leçons furent peu discutées dans l'Internationale ; comme nous l'avons vu, les débats se portent alors seulement sur la nécessité du parti indépendant et de la lutte politique. La II<sup>e</sup> Internationale se construit sur cette équivoque et ce n'est que la révolution russe et le développement des soviets qui montrèrent — comme pour « la révolution en permanence » — toute l'actualité des idées de Marx.

### Vers la II<sup>e</sup> Internationale

Marx et Engels ne s'épurent pas plus que de raison de la fin de la 1<sup>re</sup> Internationale. Elle était pour eux un instrument qui avait permis une progression, mais qui s'avérait dépassé. Et il est vrai que les idées qu'ils défendaient jouaient à présent un rôle décisif au sein du mouvement ouvrier.

L'AIT avait été un rassemblement hétéroclite se construisant directement « par le haut », au niveau international et regroupant, à son début, non seulement des courants ouvriers très hétérogènes mais même des « libéraux ».

En 1872, Marx avait noué des contacts avec de multiples dirigeants nationaux qui vont, dans leur pays respectif, se lancer dans la construction de partis ouvriers indépendants qui n'existaient pas en 1864. La II<sup>e</sup> Internationale, qui se crée à Paris en 1889, à l'occasion de l'Exposition universelle, se réclame des idées de Marx et s'appuie directement sur des partis ouvriers de masse dans plusieurs pays. L'avenir montra certes que tout n'était pas réglé...

Après 1872, Marx et Engels, sans s'organiser directement dans un parti, jouent un rôle décisif — par leur rapport avec des gens comme Lafargue ou Guesde en France, Liebknecht ou Bebel en Allemagne — dans la construction de partis ouvriers. Ils s'attachent surtout au développement de la social-démocratie en Allemagne qui devient le « centre » du mouvement ouvrier international. Une des dernières contributions importantes de Marx est sa *Critique du programme de Gotha*, dans lequel il poursuit sa lutte contre le « lassalisme ». Un courant social-démocrate allemand qui préfère privilégier l'intervention de l'Etat (prussien) pour mettre en place « des réformes sociales » par rapport au processus d'auto-émancipation, d'auto-organisation de la classe ouvrière.

Marx meurt le 14 mars 1883 à Londres.

Antoine Artous

## Le marxisme vivant

Ernest Mandel

### INTRODUCTION AU MARXISME

B  
LA BRECHE

La 3<sup>e</sup> édition française, revue et augmentée, de « l'Introduction au marxisme » de notre camarade Ernest Mandel. Un ouvrage indispensable !

En vente à la librairie la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11<sup>e</sup>) (42 F.). Toute commande à : PEC, 2 rue Richard Lenoir 93 108 Montreuil (joindre un chèque à l'ordre de la PEC, 42 F par exemplaire commandé, frais de port inclus).

Cet été, du 16 juillet au 13 août

# 4 stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

**C**ET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

• Voici quelques-uns des thèmes traités :  
— les enjeux de la situation politique actuelle  
— la crise du capitalisme  
— le mouvement ouvrier :

classe, syndicats et partis  
— la social-démocratie et le PS  
— le stalinisme et le PCF  
— la lutte des femmes contre leur oppression  
— internationalisme et Internationalisme  
— la révolution en Amérique centrale  
— la révolution politique dans les pays de l'Est.

• Comment on travaille dans ces stages ?  
— des exposés en assemblée générale  
— des discussions en petits

groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés — des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme

— des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se ter-

mine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 8 59 23 00.

• Les dates des stages :  
Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet  
Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet  
Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août  
Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

• Pour s'inscrire :  
Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.

Renvoyez le tout à :  
LCR FORMATION ETE 83  
2, rue Richard-Lenoir  
93 108 Montreuil.

A REMPLIR

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Lieu d'emploi : \_\_\_\_\_

Syndicat : \_\_\_\_\_

Responsabilité syndicale : \_\_\_\_\_

Stagiaire à la LCR : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_

en contact avec la LCR : \_\_\_\_\_ Sexe : \_\_\_\_\_

sans contact avec la LCR : \_\_\_\_\_

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de : \_\_\_\_\_

• j'ai en voiture et je dispose de \_\_\_\_\_ place(s)

• si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

• on peut me téléphoner \_\_\_\_\_

au n° \_\_\_\_\_ h à h

## ► Souscription : encore 100 000 F pour un succès total

<b>Pau-Béarn</b>	
Comité de campagne Pau et Béarn (mars)	3117
<b>Bernay</b>	
Nicole et Jean-Paul	250
Pascal	100
Eric	50
<b>Dunkerque</b>	
Françoise et Christian	60
Jean-Luc	50
Claire	90
<b>Bordeaux</b>	
Annie	155
Alain, Pessac	50
Philippe, CHR	10
Jean-Paul, CHR	10
Montalier	30
Anne-Marie, je préfère vous soutenir que de ne rien faire	300
Père militant	400
Gilles	100
Isabelle (+ 2F pour arrondir)	20
Annie	200
<b>Bastia</b>	
Vivement une section en Corse, Stéphane	100
<b>Dreux</b>	
Beaux-parents du 2° de liste	100
Retraité, Widie	50
Job	100
Maurice	100
Retraité de commerce	100
<b>Reims</b>	
Enseignants	100
Michèle	200
Association Arloger	50
M. Pointsichose, antinucléaire	200
Section locale	550
<b>Nantes (déjà comptabilisé)</b>	
Henri, instit. retraité	50
M. Claudine, institutrice	100
Gérard, centre de soins Monbert	50
Marie-Anne et Jacques	200
Renée	100
Vincent et Lucienne	65
Marie-Paule et Bernard	50
Eric L., ex-militant CCA	100
Cellule santé	300
Dédé, tri postal	150
Fabienne, tri postal	50
Joël, tri postal	50
Jean-Noël, tri postal	50
<b>Rouen (déjà comptabilisé)</b>	
René	50
Laurence Potier	50
Jacques HP	200
Collecte HP	9,85
Jean-Claude, cheminot	50
Laurence, HP	30
Gérard, HP	100
Abel, cheminot	20
Merluce	120
Cellule Barentin	210
Journaliste au chômage	100
Anonyme pcf	100
Enseignant Grand-Quevilly	500
Artiste Darnétal	100
Chèques postaux	180
Centre de tri PTT	
Philippe	20
Sylvie	100
Serge	150
Jean-Michel	50
Marie-Annick	50
Patrick, télécoms	200
Christiane	100
Cellule Elbeuf	320
Virginie, étudiante	70
Pascale, étudiante	30
Cellule enseignante	460
Hélène et Jean-Marie	200
<b>Rouen, avance</b>	1 380,15

Ces 100 000 F ne seront pas du « superflu ». Nous en avons besoin pour boucler les comptes de la campagne. D'autre part, les résultats confirment au moins une chose : plus que jamais, nous avons besoin d'un parti révolutionnaire implanté face à une droite qui va redoubler d'arrogance. Pour cela, tout soutien financier sera un pas de plus en avant. Continuez à nous donner les moyens de construire ce parti !

(Une liste « directement reçue à Montreuil » a sauté dans le numéro 1051. Nous la publierons la semaine prochaine).

<b>Toulouse (1 050 déjà comptabilisé)</b>	
Une prime	100
Cellule SNCF	150
Mireille, enseignante	160
Enseignant polyvalent	10
« Vas-y Toto, magazine de la haine sociale »	500
Cellule PTT	250
Françoise, sympathisante	300
Francis, sympathisant EDF	200
Stand souscription	
meeting Krivine	1 226
Drapeau meeting Krivine	944,60
Soutien, à défaut d'une liste alternative plus large	200
Cellule employés	300
Pour arrondir	9,40
<b>Dijon, section LCR (déjà comptabilisé)</b>	552
<b>Montbéliard, section LCR (déjà comptabilisé)</b>	405
<b>Carmaux</b>	
Famille de militant (au PC)	50
Sylvie, documentaliste	44
Jean-Marie, mines	50
<b>Tours</b>	
Cellule CNAV	225
Michel PTT	50
Un communaux de Tours	100
Reste de pots	13
Meeting LO-LCR à Joué	100
<b>FD 13</b>	
Cellule Huveaune	50
Idem	100
Cellule Nord	100
Cellule CAF	200
Cellule enseignante	550
Cellule PTT	400
Cellule nord	50
Cellule CPCAM	200
Cellule banque	50
<b>Quimper</b>	
Bernard et Laure	300
Jean-Michel	70
Danièle, Pont-L'Abbe	50
Marie F. et André	200
<b>Orléans</b>	
Cellule SNCF	150
RB	850
Cellule CHRO	50
EG	50
Militant interco CFDT	200
Cellule EN, ET	100
Cellule PTT, PC	50
GC	20
INC	10
EP	150
XL	10
AJP	150
Meeting LO-LCR	358
<b>Eaubonne, cellule</b>	800
<b>Fougères</b>	
Marie	100
Un voisin et une voisine	10
Un cabaretier fougérien	100
Jean-Yves	30
Moussa	100
<b>Amiens</b>	
CJJ	100
LH	100
FY	50
<b>Menton</b>	
Juju	20
Genz	50
Jérôme	50
Féfé, pour en finir avec mon quota	130
<b>Strasbourg</b>	
Encore Lucie, PTT	70
JP	3
Francis	27
<b>Saint-Etienne</b>	
Claude, militant CFDT, pour que Rouge change de nom	100
Lucien, militant SNES	60
Jean	100
Deux instit	100
Jean-Pierre, militant CFDT Sécu	200
Jean-Marc	350
Josiane	300
<b>Montargis</b>	
Claudine	250
Jean-Laurent	200
Michel	200
Jean	200
<b>Nice</b>	
Grasse	250
EN	50
<b>Sarlat</b>	
Marc P	30
Françoise G	100
Bernard S	20
Pierre F	20
Jean-Claude M	50
Daniel R	100
Alain G	100
Frank C	50
Henri E	50
Patrick S	50
Claude F	30
<b>Saint-Brieuc</b>	
Annick, sympathisante	150
Gilles et Christine	40
Reste d'un pot après meeting	12
<b>Strasbourg, François</b>	100
<b>Limoges</b>	
Alain	70
Jean et Bernadette	100
<b>Fumel</b>	
Réfugiée républicaine espagnole	100
Belle-sœur de militant	100
<b>Belfort, récolté par une militante</b>	30
<b>Chambéry</b>	
Des militants pour la réunification du mouvement trotskyste mondial	600
<b>Nancy</b>	
Martin	50
Collecte faculté	100
Christiane	100
Daniel D	100
Enseignant	20

Enseignants	270	Meeting Krivine	398,50	Créteil	
Collecte de la ville	2 100	Sympathisant	30	2 fonctionnaires	
Sandrine	20	Pour arrondir	1,50	du Val-de-Marne	
Monnaie sur vente Rouge	8	B. cellule Citroën	300	« soutien démocratique »	250
Collecte meeting unitaire	168	FD	1 410	Trois sympathisants pour la construction du parti révolutionnaire et soutien à la campagne municipale	140
Jean-Luc D	100	<b>FD 93</b>		Sept participants du comité de soutien	280
Giovanni	10	Pascal, télécoms	100	<b>FD 78</b>	
Nicole	13	André, télécoms	100	Trappes	100
Isa	10	Daniel, télécoms	20	Reste vente	6
<b>Pontoise (déjà comptabilisé)</b>		Impôts Paris 20°	45	Martine	190
Claude L	15	Encore les impôts du 13° arrondissement !!	54	Marc	40
Didier C	5	Cellule Impôts	5	Sympathisant LCR	40
Romain	7,40	Cellule Spirale	100	Section JCR	30
Michel C	100	Cellule éducation surveillée	1 500	Dominique	100
Philippe S	100	Cellule PTT	50	Jean Christophe	50
Prof EN, Cergy	200	Cellule télécoms	100	Didier	50
Meeting	640	Meeting Saint-Denis	85	Dominique	20
Pour arrondir	4,60	Meeting Bobigny	320	Cellule Trappes	20
<b>FD 75</b>		Meeting Saint-Denis	100	Meeting région parisienne (partagé avec LO)	7 770
FD	5 040	Camarade immigré 93	100		
Rachel	50	Un autre camarade immigré du 93	45		
Tolbiac	140	Jeumont-Schneider	300		
EDF	30	Médecin, ancien militant	100		
Impôts	80	Education nationale	50		
ATOSS	250	Alsthom	50		
HLM	110	Paris 8°	250		
SAT	500	Catherine G. enseignante 93	300		
Télécoms	75	Impôts Paris 20°	185		
AP	200	Impôts Paris 20°	30		
Sainte-Anne	80	Paul, Sécurité sociale	250		
Affaires sociales	100	Mel, Sécurité sociale	100		
Pitié AP	200	CTA Bobigny	50		
Education surveillée	250	Télécoms 93	200		
Roger, comité soutien 13°	300	Télécoms, Michel	200		
PTT PLM	150	Lafargue	10		
« Solidarité avec Boubou, pour l'abolition de la prison »	100	L'exclue du PCF en 48 pour trotskysme	14		
Enseignant 19°-20°	150	SNCF	300		
CI HB	500	Télécoms	100		
PTT PLM	10	Paris 8°	700		
Ville de Paris	100	PTT Bobigny	270		
Pascale, comité soutien 18°	200	Villetaneuse	10		
Martial, comité soutien 18°	90	LEP	250		
Meeting 18° (partagé avec LO)	120	CES Garcia	400		
Comité soutien	15	Sécurité sociale	400		
BNP	50	<b>FD 94</b>			
PTT 18	204,30	Cellule Cachan	890		
PTT 10	100	RD 94	60		
BNP	200	Meeting	140		
Sorbonne	150	Cellule Villejuif	740		
RATP	20	Meeting	170		
Presse, Mirka	50	Meeting	160		
Sympathisants Paris 13	200				
Sympathisant PTT Paris 16	90				
Sympathisants PTT Paris 5	90				
Jojo, Jeannot SG Paris	100				
Tisserand	100				
PTT RP	100				
Cie bancaire CR	100				
Finances ministère	500				
Divers	30				
<b>FD 91, meeting</b>	100				
<b>FD 92</b>					
SNCF Saint-Lazare	300				
Pascal R. frère d'un militant	200				
François, Asnières	200				
Malik, cheminot	20				
Claude D, cheminot	100				
Immigré pour service rendu, CD	100				
Gennevilliers					
Philippe, Thomson	20				
Miguel, Thomson	10				
Gisèle, Thomson	15				
Philippe, Thomson	15				
Jacques, Thomson	4				
Section	1 000				
Meeting Krivine	360				
Levallois, section	1 000				
Colombes, Annie, enseignante	50				
Malakoff	100				
Marché	140				
Cellule Messier Schlumberger	200				
Cellule LEP ENNA	200				
Levallois	100				
Georges Putegnât	100				

Total collecté par les cellules de la LCR 63 052,45  
Total reçu à Montreuil 3 035,00  
Pour arrondir 0,55

Total semaine 66 087,00  
Ancien total 811 862,00

877 949,00

NOM ..... Profession .....

Prénom ..... Adresse .....

je verse ..... F

(chèque à l'ordre de la LCR) :  
**A retourner à Michel Rousseau,  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil**

8 Mars 1983

Rouge

# Les exigences des femmes

**D**EPUIS une dizaine d'années, le Mouvement des femmes en France, quelles que soient les divergences existant en son sein, exprimait, le 8 Mars, la volonté d'en faire une journée de lutte et d'affirmation de l'indépendance des femmes.

On assistait alors à des initiatives de tous les courants du Mouvement des femmes, éclatées certes, mais relevant toutes du souci de mobiliser les femmes, d'affirmer la nécessité de se battre collectivement.

En regard de ce qui relevait là d'une « tradition » commune à toutes, ce 8 Mars 1983 a fait apparaître des modifications importantes.

A Paris, la faiblesse de la mobilisation et l'impossibilité de faire aboutir les démarches unitaires se sont soldées par l'existence de deux initiatives (fête-débat au *Bataclan* et manifestation) qui, sans être en soi contradictoires, se sont très vite révélées l'expression de clivages politiques accentués, aboutissant à un isolement relatif des courants du féminisme se situant dans une perspective anticapitaliste.

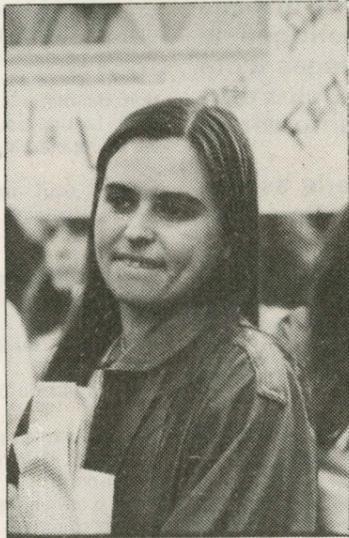
nir des féministes qui ressemblent fort à l'intégration au système.

Débatte notamment sur les entreprises de femmes permettait ainsi de donner la parole à une femme PDG, contente de l'être, de la même manière qu'à des femmes espérant, à travers la création de coopératives « ouvrières », créer des « rapports nouveaux entre femmes »...

Pour autant, les questions posées autour de l'identité des femmes étaient loin d'être inintéressantes, de même que les débats introduits par des femmes jeunes, très critiques sur la non-prise en compte par les groupes féministes de leurs exigences.

Un nombre important de femmes ont participé à cette soirée (plus d'un millier), femmes pour qui c'était la première rencontre avec le Mouvement des femmes. Il est à noter une grande diversité des groupes présents. Mais cette soirée a-t-elle vraiment répondu à leur demande ?

On ne peut que regretter le parti pris des organisatrices de limiter les thèmes de débat, de considérer que cette initiative était contradictoire avec leur participation à la manifestation du 8 Mars. On ne peut, égale-



les manifestantes rappelaient à qui aurait voulu l'oublier : « *La société que nous voulons, c'est sans le viol, sans l'oppression.* »

Le cortège, très vivant, animé, prouvait à quel point il est erroné d'expliquer que les mobilisations des femmes, les manifestations ne seraient plus nécessaires, ou deviendraient « démodées » sous un gouvernement de gauche. Les manifestantes exprimaient la conviction que c'est par leur lutte que les femmes ont pu obtenir des victoires comme le remboursement de l'IVG et qu'il en sera de même pour l'avenir.

Ce qui s'est passé, ce 8 Mars, du côté du Mouvement des femmes, montre clairement qu'il est décisif aujourd'hui pour les courants qui le composent d'aborder la question de son devenir comme mouvement social. Il est des questions qui ne peuvent plus être escamotées : quelle indépendance de ce mouvement, en particulier par rapport au gouvernement, quelles sont ses capacités de mobilisation et, au-delà, quelle est la réalité du féminisme en France.

Rachel et Cléo

## Où en est le mouvement ?

La fête au *Bataclan* résultait d'un accord passé entre le ministère Roudy et certains courants du Mouvement des femmes (Ligue du droit des femmes, Carabosse, etc.) qui, bénéficiant de subventions, avaient toutefois la libre organisation de la soirée.

**Au « Bataclan », des débats, mais des questions de fond escamotées...**

Le choix des thèmes de débat exprime à l'évidence un accord implicite de ne pas se situer par rapport à la politique, conçue comme politique et traditionnelle, ce qui a l'avantage notoire d'éviter tout débat sur la politique du gouvernement et la place du Mouvement des femmes comme mouvement social.

Les trois thèmes de discussion sont, de ce point de vue, très significatifs : solidarité internationale des femmes, les entreprises de femmes, et le devenir privé des féministes. De perspectives de lutte, point ! Si le souci de poser les problèmes idéologiques, d'analyser des questions comme celle du vécu, de l'identité des femmes est positif et n'est pas chose nouvelle dans le mouvement des femmes, la différence vient de la volonté des organisatrices de cette soirée de se réfugier dans ces thèmes devenus exclusifs, de refuser de se situer dans le champ social, du point de vue des objectifs de lutte des femmes, tout en mettant en avant des « solutions » pour le deve-

ment, ignorer le sectarisme dont elles ont fait preuve en excluant de la préparation de ces débats certains courants du Mouvement des femmes : ceux qui n'abandonnent pas la référence à la lutte des classes.

**Une manifestation combative.**

Dans ce contexte, celles qui, sans être en désaccord avec l'initiative du *Bataclan*, voulaient maintenir la tradition d'un 8 Mars de lutte se sont retrouvées bien isolées.

La Coordination des groupes femmes, le MIEL, le GRIEF, le MLAC organisèrent cependant une manifestation, le soir du 8 Mars, qui, si elle regroupait 1 500 femmes seulement, prouvait par son caractère combatif qu'il est possible et nécessaire d'affirmer les revendications des femmes, de se mobiliser pour leurs droits, leur libération.

Mots d'ordre et chansons rappelaient, après l'obtention du remboursement grâce à la mobilisation, l'exigence du droit total à l'avortement, pour toutes les femmes, mineures et immigrées comprises ; le refus de faire les frais de la crise en se voyant imposer le travail à temps partiel ; la solidarité internationale avec toutes les femmes en lutte.

Refusant les demi-mesures gouvernementales, mais aussi scandant fort : « *La droite on n'en veut plus* »,

## une entreprise

A la SNECMA-Corbeil

Dans cette entreprise de la métallurgie de la région parisienne où le 8 Mars était préparé par un collectif femmes CGT, la journée a révélé une réelle mobilisation des travailleuses (voir l'interview dans *Rouge* n° 1053).

Alors que la direction a refusé d'accorder deux heures payées pour débattre comme le demandait la section syndicale, la mobilisation s'est faite autour d'une pétition sur l'égalité des salaires et plus particulièrement sur le déroulement des carrières, les femmes étant condamnées aux bas coefficients.

Après avoir fait circuler cette pétition dans tous les services et forte de 360 signatures, une délégation de 50 travailleurs et travailleuses, en majorité des femmes, a interrompu le travail pour la porter à la direction.

Un 8 Mars 1983 en pleine austérité de gauche, un 8 Mars entre les deux tours des élections municipales, dont le premier vient d'apporter la sanction de la politique menée par les organisations réformistes depuis deux ans !

Des confédérations syndicales ne faisant aucune proposition de mobilisation centrale pour ne pas gêner le gouvernement, respectant, au-delà de toutes les espérances de la droite, la trêve électorale !

Un ministère des Droits de la femme occupant peu d'espace politique, s'inscrivant dans la solidarité gouvernementale, tout en essayant d'apparaître comme porteur des intérêts des femmes, et imprimant sa volonté de chapeauter toute initiative de groupes ou de collectifs de femmes !

Oui, assurément, le 8 Mars cette année était en rupture par rapport à l'année dernière !

Dans ce contexte difficile, malgré tout, la mobilisation des femmes s'est exprimée, de manière éclatée, dans les entreprises, à l'initiative de militantes syndicales et féministes, à travers des débats, dans la rue, à l'appel de collectifs ou de groupes de femmes.

A Paris, 1500 femmes ont manifesté de Montparnasse à Saint-Germain. Affirmant leurs revendications, s'appuyant sur la victoire de la mobilisation unitaire et nationale pour le remboursement de l'avortement, elles ont exprimé clairement, deux jours après les résultats du premier tour, que c'est par la mobilisation et la lutte que l'on peut et que l'on doit faire obstacle à la droite.

Il n'y a eu que le MLF déposé pour rien faire et... appeler à l'abstention au second tour !

## échos des villes

Lyon

A l'appel du Collectif féministe de Lyon, 150 femmes ont manifesté derrière des banderoles : « *La droite, on n'en veut plus, la gauche nous a déçues, notre lutte continue* » et « *Nos luttes changent la vie entière* ».

La CFDT avait organisé un débat la veille qui a regroupé de nombreuses femmes autour du thème de l'emploi. Des travailleuses du commerce y ont souligné que dans ce secteur, les patrons embauchent les femmes exclusivement à temps partiel.

Rouen

Au Gros-Horloge s'est tenu un rassemblement de femmes avec animation dans la rue piétonne à l'initiative des groupes femmes de Rouen. De nombreuses femmes ont participé aux discussions qui se formaient autour des panneaux rappelant les luttes des femmes et leurs revendications sur l'emploi, sur l'avortement, contre les violences faites aux femmes. Des panneaux également faisant appel à la solidarité internationale et informant sur la situation des femmes africaines, des femmes chinoises.

Le soir, une centaine de femmes se retrouvaient autour d'un film-débat.

Bordeaux

A l'initiative des groupes femmes de Bordeaux, du CSCV, du RIF, du MFPF, un rassemblement a eu lieu place Saint-Projet, avec distribution de tracts, vente de la presse féministe.

Aux PTT et à l'EDF, des débats ont eu lieu sur les femmes et le travail, au sein même de l'entreprise.

## Communiqué

### des organisatrices de la manifestation

A la suite d'une réunion qui s'est tenue en début de semaine, l'ensemble des courants du Mouvement des femmes, à l'exception du « MLF-déposé », ont décidé de lancer un appel à voter contre la droite au second tour des élections municipales.

Par ailleurs, les organisatrices de la manifestation du 8 Mars, suite aux informations données sur France-Inter, le 9 mars au matin, et qui établissaient une confusion entre les positions de la manifestation et le courant « MLF-déposé », ont communiqué à la presse le rectificatif suivant :

« Les organisatrices de la manifestation du 8 Mars démentent formellement avoir donné une

consigne d'abstention pour le deuxième tour des élections municipales.

« Le sens de la manifestation organisée le 8 Mars était clair : il s'agissait de réaffirmer les exigences des femmes face à un gouvernement de gauche en soulignant les insuffisances de celui-ci, en proclamant haut et fort le refus d'un retour de la droite au pouvoir et la nécessité de tout faire pour s'y opposer.

« Le "MLF-déposé" qui a appelé à l'abstention n'engage qu'un courant limité du Mouvement des femmes, et en aucun cas l'ensemble de celui-ci ne peut être amalgamé à ce courant. »



La manifestation du 8 Mars à Paris.